

« LE DÉFI DU REDRESSEMENT ÉCONOMIQUE DE LA FRANCE »

Sommaire

Accueil et introduction

par Marie-Françoise Bechtel ,
Présidente de la Fondation Res Publica 7

« Quelle politique de reconquête industrielle pour la France ? »

par Louis Gallois,
Ancien dirigeant de la SNCF et d'Airbus, co-président de la Fabrique de
l'industrie 12

« Quelles politiques horizontales et verticales pour renouer avec la croissance et stimuler l'innovation ? »

par Philippe Aghion,
Économiste et professeur au Collège de France, à l'INSEAD et à la *London School
of Economics* 24

Débat 34

Monsieur le Président fondateur,
Mesdames, Messieurs,
Chers amis,

Nous vous devons ce soir un double remerciement. En dépit de la situation des transports en ce jour de grève et de manifestations, vous êtes venus nombreux et nous en sommes heureux plus encore qu'à l'accoutumée. D'autant que nous allons tenir aujourd'hui un colloque sur un sujet tout à fait névralgique qui porte sur les conditions de notre redressement économique à la lueur des crises que nous vivons, de l'état de l'Union européenne et de la crise énergétique qui en est un facteur important.

À son grand regret, François Lenglet, retenu à Marseille, ne pourra pas nous rejoindre. Je vais tout de même tâcher de résumer l'ouvrage qu'il vient de publier : *Rien ne va, mais L'année 2023 pourrait nous réserver de bonnes surprises*¹, titre accrocheur et assertion que l'on pourrait qualifier de courageuse.

Avant cela, quelques mots sur la manière dont nous avons conçu le colloque. Nous sortons d'une crise à multiples visages ... encore que la guerre d'Ukraine semble prouver que nous n'en sommes pas véritablement sortis. Cette crise révèle les faiblesses de notre pays et du continent européen. Tout d'abord vis-à-vis des États-Unis qui ont repris la main, on le sait, en matière énergétique, et qui, sur un plan économique plus global, ont déclenché, avec l'*Inflation Reduction Act* (IRA) un véritable déferlement d'aides aux industries américaines ou situées sur le sol américain, ce qui ne peut manquer d'attirer les industries européennes. D'autant plus que le coût de notre approvisionnement énergétique est directement pénalisant pour les productions. Comment redresser notre économie et notre appareil productif sans que la production soit de nouveau au rendez-vous ? Il y a à un cercle vicieux qui ne peut échapper à personne.

¹ François Lenglet, *Rien ne va, mais ... L'année 2023 pourrait nous réserver de bonnes surprises* ?, Plon, collection Tribune libre, octobre 2022.

C'est dans cet esprit que nous avons convié les trois intervenants.

Le premier d'entre eux eût été François Lenglet. Voici donc ce que je crois pouvoir tirer de son ouvrage : *Rien ne va, mais L'année 2023 pourrait nous réserver de bonnes surprises*

Quels sont les principaux facteurs d'optimisme, manifeste dans l'intitulé, qui animent cet ouvrage ?

Selon François Lenglet, il n'y a plus lieu de craindre la récession, fantôme totalement révolu, s'il a jamais été actuel. D'ailleurs, ajoute-t-il, on n'a jamais vu de tension sur l'emploi en matière de recrutement en période de récession.

Deuxième facteur d'optimisme : tous les quatre-vingts ans le système économique craque, se reconstruit, se réinvente, fût-ce dans la douleur. Le marché ayant dominé depuis de longues années c'est le tour des États de revenir sur le devant de la scène. C'est selon lui une excellente nouvelle pour la France, pays où l'État peut agir, au moins dans la tradition qui est la sienne. Le monde libéral a servi le marché, le monde de demain sera plus politique.

Comment ?

Ce sera un monde sans maître, écartelé entre les grandes puissances, caractérisé par une forme probablement multipolaire marquée, le cas échéant, par des défis de bloc à bloc. Le G7 est devenu un club de pays occidentaux qui n'a plus grand-chose à dire et qui, en tout cas, n'est pas suffisamment large pour inclure ce qui pourrait être porté par les pays qui n'en sont pas partie. Quant au G20, dit-il, il est devenu complètement inutile. De quoi d'ailleurs, s'interroge François Lenglet, parlerait-on au G20 ?

Nous aurions beaucoup aimé interroger François Lenglet sur la manière dont il voit l'évolution européenne, point absolument fondamental incluant le marché de l'énergie tel que vu par l'Europe. J'espère que les deux intervenants diront quelques mots sur ce sujet.

La vengeance de la politique. Au fond, dit-il, l'épidémie du covid puis la guerre d'Ukraine ont réveillé les esprits, sans compter la crise climatique qui menace. On aborderait donc ainsi un nouveau cycle de quatre-vingts ans, avec un

inconnu, l'Allemagne qui, selon lui, entrerait dans une période d'affaissement relatif. J'ai noté avec intérêt cette analyse parce qu'elle rejoint celle – très brillante – de notre ami Jean-Michel Quatrepoint qui paraîtra le 7 mars prochain dans la revue « Politique étrangère » du premier trimestre 2023. Il étudie dans cet article les points sur lesquels l'Allemagne risque non pas l'effondrement mais d'être en proie à de graves difficultés, contrairement à ce qu'on lit parfois ici ou là. François Lenglet rejoint donc Jean-Michel Quatrepoint sur ce point.

En revanche, ce monde nouveau crée des atouts pour la France, ce monde plus politique devrait lui convenir davantage que le précédent, écrit-il. Par la place de choix faite à l'État, je l'ai dit, et aussi parce que, je le cite à nouveau, « la politique industrielle est de retour ». Avec cette assertion, qui reste à être prouvée, bien entendu, nous pourrions aborder un certain nombre de points essentiels du colloque.

Deuxième point marquant dans l'ouvrage de François Lenglet : « on reprend le contrôle et bienvenue à l'inflation ! » écrit-il dans un chapitre qui se veut provocateur. Et, en même temps, dit-il, on protège les frontières. Je vais tout de suite aller à une critique que je lui aurais faite : les moyens par lesquels on revient à une protection des frontières ne sont pas véritablement décrits, à moins que quelque chose ne m'ait échappé dans l'ouvrage.

En tout cas la France est face à une double prise de conscience. D'abord l'état du parc nucléaire et, plus largement, des investissements qui seront nécessaires dans le futur pour notre indépendance énergétique. Cette fois, on n'y échappera pas. On doit y aller. D'ailleurs un certain nombre de signes montreraient qu'on a tendance à y aller.

Même chose selon lui en matière de vaccins. Peut-être est-ce manque d'informations de ma part sur ce point, mais on peut se demander si des mesures aussi énergiques ont été prises. Il serait intéressant de le savoir et de l'analyser. Mais, en fait pour François Lenglet, c'est le même problème : nous nous réveillons.

L'énergie nucléaire et l'industrie pharmaceutique étaient les deux points forts de la France. Nous ne pouvons donc que réagir positivement en des deux domaines. Voilà la façon dont François Lenglet voit les choses.

Quant à l'inflation, elle serait sans doute durable parce que dans une économie mondialisée les entreprises s'approvisionnent au meilleur coût. Mais aussi à cause de la finitude des ressources qui nous conduit ou au rationnement ou au renchérissement des prix, c'est du bon sens. Enfin à cause de la transition énergétique qui fait que les productions coûtent naturellement plus cher. En tout cas François Lenglet met sa foi dans l'idée qu'il n'y a pas de récession visible. Il s'agirait d'une inflation sans récession. Il n'y aurait donc pas de stagflation, celle dont on a tant entendu parler dans les années 1980 : quand j'étais élève à l'ENA on ne parlait que de stagflation. C'était l'époque du barrisme...

Donc pas de stagflation mais une inflation sans récession. Inflation qui conduit selon lui à ce qu'il appelle, d'une manière un peu provocatrice, la revanche du salarié, notamment des jeunes salariés. Les premiers gagnants seront les « cols bleus ». Parce qu'ils sont hors télétravail et que l'on a besoin d'eux ils seraient les premiers salariés à être augmentés, ce qui est d'ailleurs déjà le cas aux États-Unis. Quant aux autres salariés, le travail substituable par télétravail qui, on le sait, prend des proportions importantes dans les pays développés, n'empêcherait pas des revendications et des négociations sur les salaires. Mais notre auteur m'a semblé un peu moins net sur cette question. Globalement il pense que le salaire va se relever du fait d'une situation inflationniste.

En conclusion François Lenglet prévoit deux ou trois grands tournants.

D'abord, il faut affronter la fin du cycle libéral. L'effondrement des cycles est toujours accompagné d'une grande purge des valeurs : valeurs idéologiques, politiques, morales. On peut penser que le wokisme fait partie de cette grande purge dont il parle. Valeur financière également. La déflagration monétaire telle qu'elle résulte de la crise de 2008-2009 ne lui semble pas terminée, pas purgée. Il ne croit pas que le phénomène de hausse des prix soit transitoire. L'inflation va durer et, pour cette raison, comme on l'a vu, il va falloir y adapter les salaires.

Le plus grand défi de cette nouvelle donne est la révolution de l'État qui reprendrait l'initiative sur les besoins stratégiques : énergie, santé et défense. François Lenglet souligne que la mobilisation de plus de 44 % de la richesse nationale en prélèvements obligatoires n'est plus tenable. On ne peut pas dire que ce soit la première fois qu'on entend cela, ce qui n'est pas pour autant dire que c'est faux. Il appelle donc de façon assez classique à revoir la dépense publique afin de réarmer la puissance publique. Au-delà de cette conclusion qui n'est pas non plus tout à fait neuve il pose un certain nombre de questions intéressantes.

J'aurais aimé l'interroger sur un point : comment la France pourra-t-elle se relever grâce à une puissance publique volontariste en matière industrielle sans se heurter aux règles européennes et plus précisément celles du marché unique ? Certes, avec un certain optimisme, François Lenglet nous dit que la BCE aura à choisir entre le Nord et le Sud, c'est-à-dire entre les austéritaires et les laxistes. Mais il ne va pas plus loin dans les solutions qu'il propose ni surtout dans la façon dont l'Europe devrait évoluer, y compris d'ailleurs dans le secteur énergétique, pour donner les moyens d'exister à cette nouvelle donne, cette transition vers un État puissance qui serait reconstitutif d'une industrie dans notre pays.

Je vais peut-être m'arrêter sur ce point, en ayant, maladroitement sans doute, résumé un ouvrage clair et rapide dont j'ai tenté de tirer ce qui pourrait nourrir le colloque de ce soir.

Je vais maintenant passer la parole à Louis Gallois. Je ne vous le présente pas, vous le connaissez. Il nous fait régulièrement l'honneur et le plaisir d'intervenir dans nos colloques. Ancien dirigeant, notamment, de la SNCF et d'Airbus, co-président de la Fabrique de l'industrie, il a bien connu les problèmes industriels français pour avoir été directeur général de l'industrie dans les années 1980 au moment où le virage libéral et le marché s'installaient dans notre pays. Mais cela tout le monde le sait. Je vous laisse donc la parole, mon cher Louis Gallois, pour que vous nous disiez comment vous voyez dans notre pays le redressement productif à venir si nous en croyons François Lenglet.

Quelle politique de reconquête industrielle pour la France ?

Merci beaucoup.

J'ai lu le livre de François Lenglet à qui je reconnais un talent remarquable pour s'exprimer clairement et simplement. Talent que j'apprécie et qui suscite chez moi un peu de jalousie.

Vous m'interrogez sur le redressement productif. Je ne m'engagerai pas sur le terrain de la macroéconomie en présence de Philippe Aghion.

Je suis pourtant obligé de partir de la macroéconomie.

La France a connu une désindustrialisation absolument inédite par sa rapidité et sa profondeur. L'industrie française s'est proprement effondrée entre 1995 et 2015. Les effets de cet effondrement furent d'une grande brutalité : chômage, déficit extérieur de produits manufacturés absolument abyssal, perte de souveraineté (on n'est pas souverain quand on a un déficit extérieur de 160 milliards d'euros), fracture territoriale, effondrement des villes moyennes ... Bref, cela a été un drame pour le pays.

C'est aussi l'un des éléments essentiels pour expliquer la faible croissance potentielle de la France. Le foyer de gain de productivité que représente l'industrie s'est rétréci de telle manière qu'il n'irrigue plus l'ensemble du tissu économique. Et si nous voulons retrouver une croissance potentielle, ce qui me paraît décisif, l'une des conditions sera de reconstituer une base industrielle à la hauteur de la taille de notre économie. En effet, actuellement, la base industrielle française est trop petite par rapport à la taille de l'économie française.

Nous avons besoin de croissance. Le financement de l'État providence n'est pas assuré pour les années qui viennent, comme en témoignent les manifestations contre la réforme des retraites, alors que se profile le risque de la dépendance qui va coûter énormément d'argent. Sans parler de la remise à niveau des services publics : la santé, l'éducation nationale, la mobilité ... La décarbonation de notre appareil productif, une tâche qui dépasse les capacités des seuls industriels, nécessitera des aides publiques. Je constate d'ailleurs que M. Biden met pour cela 360 milliards de dollars de subventions sur la table ! Enfin il faudra financer les

dépenses de souveraineté qui me paraissent absolument indispensables et j'approuve la décision du Président de la République d'augmenter sensiblement l'effort de défense pour la prochaine loi de programmation. Je pense que le pays est prêt à l'accepter quand il voit les menaces qui se profilent. La recherche et la politique industrielle sont aussi des éléments de souveraineté sur lesquels il va falloir dépenser de l'argent.

Quand on parle de réindustrialisation la première question que l'on se pose est de savoir de quelle industrie il s'agit.

Je n'aime pas le terme « relocalisation » parce qu'il évoque le retour à l'industrie telle qu'elle était il y a vingt ans. Or l'industrie de demain, dans tous les secteurs, y compris le textile, l'électroménager, ne sera pas l'industrie que nous avons connue dans le passé.

Elle aura au moins quatre caractéristiques :

Elle sera technologique. Nous aurons des besoins de technologies, à la fois pour des raisons de compétitivité par rapport aux pays à bas coûts, pour franchir les étapes de la transition énergétique et écologique (hydrogène et autres), et enfin parce que nous sommes dans une compétition où il faudra bien que la France puisse tenir sa place dans les grandes technologies de demain.

Elle sera numérisée. C'est à la fois évident et pas acquis. On constate que les dirigeants des PME françaises, par crainte de ne pas être compétents et de se lancer dans quelque chose qui les conduirait à perdre le contrôle, sont extrêmement timides vis-à-vis de la numérisation de leurs relations avec leurs clients, avec leurs fournisseurs et entre les différentes fonctions de l'entreprise. Par exemple, la France est un des pays d'Europe qui utilise le moins la 5G dans son industrie. Or la 5G n'est pas faite pour améliorer la qualité des liaisons des téléphones portables. L'intérêt de la 5G est à la fois le volume, la sécurité, la qualité et la rapidité de la transmission, ce qui est essentiel pour l'internet des objets (le dialogue entre les machines dans les entreprises).

Elle sera éco-responsable. Il va falloir premièrement que les process industriels soient décarbonés, ce qui nécessitera des investissements massifs qui n'auront pas

de rentabilité à court terme. Les entreprises, dont la capacité de financement a ses limites, devront donc s'engager dans des investissements sans rentabilité au détriment d'autres investissements qui apparaîtraient rentables. Il va donc falloir que l'État les aide et établisse des « protections » vis-à-vis des économies qui ne feraient pas les mêmes efforts de décarbonation. L'ajustement aux frontières qui vient d'être décidé est à la fois un pas symbolique et une arme à double tranchant. En effet, l'imposition de barrières tarifaires à l'importation d'acier venant de pays n'ayant pas décarboné leurs aciéries va faire monter le prix de l'acier en Europe au risque que les consommateurs d'acier, en particulier l'industrie automobile, soient tentés de s'installer à l'extérieur de l'Europe pour bénéficier de prix plus attractifs pour leur acier. On peut donc craindre une délocalisation « organisée » par cet ajustement aux frontières si très rapidement les corrections ne sont pas mises en œuvre. Je ne vous dirai pas quel type de correction la Commission est prête à introduire. Elle a déjà eu énormément de difficultés à « pondre » son projet d'ajustement aux frontières, si elle revient aujourd'hui en demandant que l'on protège, par exemple, l'industrie automobile, je ne suis pas sûr que cela suscitera l'enthousiasme de nos amis allemands. C'est donc une affaire considérable. Faire passer les hauts-fourneaux du coke à l'hydrogène pour la réduction de l'oxyde de fer va coûter des milliards si on veut garder une industrie sidérurgique en France. Il me paraît donc inéluctable que les États, dont l'État français, soient mis à contribution. Les Américains, comme je l'ai dit, le font déjà.

Le deuxième aspect d'une industrie éco-responsable est l'apparition de nouveaux produits. Je dirai que cela fait partie des opportunités qui se présentent. Les matériaux isolants, les systèmes énergétiques, les industries de santé et agroalimentaires de demain, les plastiques biodégradables, le recyclage, l'économie circulaire, l'hydrogène ..., tout cela – en vrac – montre que la transition dans laquelle nous sommes engagés peut-être productive et créer de nouveaux marchés. Le problème est qu'il va falloir que l'industrie française puisse être présente sur ces marchés. L'expérience des panneaux solaires doit nous alerter : il n'y a pas un panneau solaire mis en place en France qui soit fabriqué en France. Sur les dix premières entreprises de panneaux solaires dans le monde il y a neuf Chinois. Pour les batteries, actuellement on construit des « *gigafactories* » en France et en Europe ... mais on n'a pas encore vu arriver les batteries chinoises. Nous allons voir comment l'industrie des batteries européennes va résister aux batteries chinoises. Donc rien n'est acquis. Il va falloir se battre si on veut que ces productions se développent en France.

Enfin, l'industrie de demain sera électrique. Nous allons avoir besoin d'une électricité abondante, ce qu'elle n'est pas actuellement puisque nous importons tous les jours. Je vous conseille l'application « *electricity map* » pour observer les proportions dans lesquelles nous importons l'électricité, ce qui est un scandale car la France a toujours été exportatrice d'électricité. C'était une source de devises. Après vingt ans de politique énergétique erratique et catastrophique nous sommes désormais importateurs d'électricité. Et nous avons jeté à terre l'opérateur principal, EDF. Abondante, décarbonée, compétitive, l'électricité devra être pilotable et indépendante. L'industrie nucléaire qui, seule, répond à ces conditions doit rester la base de la production d'énergie. Certes les énergies renouvelables ont leur place. Mais nous devons rester sur une base de 70 % d'énergie nucléaire. Les besoins vont croître de manière considérable. Actuellement l'électricité représente 25 % du mix énergétique français. En 2050 ce sera 55 %, ce qui signifie que même si nous faisons des économies d'énergie – et il faudra en faire – la production d'électricité devra pratiquement doubler. Nous sommes à 470 térawatts/heure (TW/h), il faudra passer à une production qui se situe entre 800 et 900 TW/h. J'ai entendu Jean-Bernard Lévy parler de 900 TW/h. Le RTE (Réseau de Transport d'Électricité), dans son scénario de réindustrialisation, parle de 750 TW/h. En même temps, comme je vous l'ai dit, nous devons sortir des énergies fossiles, donc du gaz. Mais tant que nous n'aurons pas reconstitué notre parc nucléaire nous aurons besoin de gaz. Or je pense que nous n'avons pas assez de capacité gazière actuellement. Il faut qu'en 2050 nous soyons dans la situation de nous passer du gaz, donc d'avoir 70 % de nucléaire et 30 % de renouvelables parmi lesquels environ 10 % d'énergie hydraulique. Ce qui n'est d'ailleurs pas gagné : l'hydraulique est actuellement à 11 %, si la croissance de la demande est considérable des investissements relativement significatifs et acceptables seront nécessaires pour maintenir cette part de 11 %. L'éolien, le solaire et la biomasse auront leur part et devront d'ailleurs croître pour participer à ce doublement des besoins énergétiques.

Le contre-exemple est l'Allemagne. Les Allemands ont réussi à se mettre dans la nasse en développant de manière accélérée les énergies renouvelables. Ils se sont trouvés il y a quinze jours dans la situation où, en l'absence de vent et de soleil, ils ont fait fonctionner de manière forcée leurs centrales au lignite, au charbon et au gaz, d'où un bilan CO² catastrophique : jusqu'à 800 grammes de CO² par kilowatt/heure (quand la France navigue entre 80 et 130) ! L'Allemagne, aujourd'hui, parce qu'il y avait du vent en mer du Nord, était à 350 grammes de

CO² par kilowatt/heure. On a bien vu à quel point les Allemands sont dépendants du gaz lorsqu'on a coupé le robinet avec les Russes.

Voilà l'industrie de demain telle que je la vois.

Concernant la recherche, selon les chiffres de Philippe Aghion et Céline Antonin, la France est au treizième rang du rapport R&D/PIB, ce qui, pour un pays qui se targue d'être la 6^{ème} ou 7^{ème} puissance mondiale pose déjà un problème. Nous sommes actuellement à 2,2 % ou 2,3 % du PIB pour la recherche et le développement. La Corée du Sud est à 4,8 %, les États-Unis à 3,4 %, le Japon à 3,3 %. L'Allemagne est à 3,1 % et a pour objectif 3,5 %. Si elle y parvient la recherche allemande sera plus de deux fois supérieure à la recherche française. Autant dire que nous tombons en deuxième division. C'est un enjeu absolument majeur. Cela me rappelle des années lointaines et glorieuses. Où la recherche a pu être considérée comme une priorité nationale. Je fais référence à la période 1981-1982.

Je crois qu'il faut accroître progressivement l'effort de recherche d'environ 20 milliards d'euros, soit presque un point de PIB de plus par an. D'une part, si on veut avoir des chercheurs il faut les payer. Le niveau de rémunération des chercheurs qui, après huit ans d'études, rentrent au CNRS à 1800 euros par mois pose un vrai problème : comment attirer les meilleurs chercheurs du monde ? Nous recevons les Espagnols et les Italiens – qui sont en plus mauvaise situation que nous – et nos chercheurs partent pour les États-Unis, l'Allemagne ou la Grande-Bretagne où ils sont mieux payés. D'autre part, il faut être présents sur ce qu'on appelle les *Key Enabling Technologies* (KETs), c'est-à-dire les technologies les plus sensibles et sur les technologies de la transition dont nous avons absolument besoin.

Concernant la formation et la compétence j'aborderai deux sujets :

Les mathématiques. L'affaissement des mathématiques en France est un véritable drame qui touche tous les niveaux, du primaire au supérieur, y compris les classes préparatoires aux grandes écoles dont le niveau est plutôt en baisse. On se félicite de Paris-Saclay, première université mathématique du monde devant Princeton, mais c'est le petit diamant qui cache la forêt. Et la forêt est moins brillante. Il est très important que ce sujet soit traité parce que sans

mathématiques il n'y a ni recherche en sciences dures, ni ingénieurs, ni techniciens de bon niveau. C'est un sujet absolument essentiel qui fait partie du redressement de notre pays.

Les lycées professionnels. Je parle devant celui qui a fait la réforme de l'enseignement professionnel. Mais cette réforme s'est estompée et le lycée professionnel reste la voie que l'on subit, non la voie que l'on choisit. Or il y a des centaines de milliers d'élèves en lycée professionnel. Je pense que la réforme du lycée professionnel est essentielle. J'ai vu ce matin les actes que Mme Grandjean (ministre déléguée chargée de l'Enseignement et de la Formation professionnels auprès du ministre du Travail, du Plein emploi et de l'Insertion et le ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse) propose. Je ne suis contre rien mais ce n'est pas du tout à la mesure du problème. Je lui reconnais une circonstance atténuante, c'est que les syndicats des enseignants du lycée professionnel ne sont pas des partenaires commodes. Ils n'ont pas envie de changer. Or il va falloir changer très sérieusement. Il faut notamment faire passer le cycle de trois à quatre ans pour permettre des périodes de stages longues tout en ne perdant rien sur la culture générale. Il faut aussi renforcer les liens avec l'industrie et élaguer un certain nombre de filières qui ne débouchent sur rien et entraînent les jeunes qui s'y engagent sur des voies de garage ou des impasses.

J'en viens au politique.

Je parlerai d'abord de la déception européenne.

Je ne dis pas que la mondialisation soit terminée mais une certaine régionalisation est en train de s'opérer.

La Chine veut s'émanciper dans le domaine des hautes technologies et investit massivement pour cela. À mon avis elle y parviendra et sera donc moins dépendante des États-Unis (qui lui coupent progressivement le robinet).

Les États-Unis ne veulent plus être dépendants du marché chinois pour l'ensemble de leurs produits manufacturés. D'où les efforts de réindustrialisation des États-Unis à coups de centaines de milliards.

Deux blocs sont donc en train de se recentrer sur eux-mêmes (tout ceci restant très relatif).

Que fait l'Europe face à cela ?

L'Europe subit une augmentation du prix de l'énergie qui asphyxie une partie de son industrie. Il faut savoir que nous payons actuellement l'énergie trois à quatre fois plus cher que les industriels américains, en dépit du fait que le prix du gaz, donc de l'électricité, a baissé. Nous sommes coincés entre les prix de l'énergie et le fameux IRA (*Inflation Reduction Act*) de 415 milliards de dollars (tout compris) réservés aux industries implantées aux États-Unis. Je crains un mouvement de délocalisation attisé par le prix de l'énergie et ces 415 milliards de dollars. Les Allemands sont exactement dans la même situation. Ceci étant dit je ne vois pas de réponse véritablement européenne.

La réforme du marché de l'électricité est une urgence reconnue par tout le monde, demandée par le Conseil européen en octobre 2022. Je fais le pari que cette réforme ne sera pas opérationnelle avant la fin de l'année 2023. Actuellement la Commission est en train d'engager les dialogues préliminaires. Elle a traîné tant qu'elle a pu. Il a fallu que Charles Michel, le président de l'Union européenne, fasse un rappel à l'ordre pour qu'elle s'y mette. Cela parce que les Allemands ne veulent pas d'une réforme de l'électricité qui nous permettrait, à nous Français, d'avoir une électricité à un prix représentatif des sources d'énergie qui sont les nôtres et qui nous donnerait un avantage compétitif vis-à-vis des Allemands qui ont des sources d'énergie différentes des nôtres. C'est un sujet majeur.

J'ai cru comprendre que M. Le Maire avait proposé à M. Habeck, son homologue allemand, une sorte d'IRA européen. La Commission a répondu qu'il y avait encore de l'argent dans un certain nombre de poches, qu'il fallait l'utiliser et qu'on verrait pour la suite. Mais comment cet IRA européen sera-t-il financé ? Uniquement par des contributions nationales ? Ou bien recourra-t-on à un endettement européen comme on l'a fait pour le covid ? Je pense que c'est la seule solution qui permettra de créer de la ressource pour l'Europe. Sinon l'Allemagne, qui a une marge de manœuvre plus large que ses partenaires, va faire son IRA et les autres pays européens la regarderont faire. La France a fait un autre choix. Nous avons quand même mis 120 milliards d'euros sur la table. Nous avons fait le choix de baisser le coût de l'énergie pour les consommateurs. Je peux comprendre ce choix en termes politiques mais il se fait aux dépens de l'industrie. Les Allemands sont en train de faire le choix inverse en réservant une grande part de leurs 200 milliards à l'industrie.

Il ne faut pas beaucoup attendre de l'Europe dans ce domaine même si, évidemment, tout ce qu'on peut gratter il faut le gratter.

En tout état de cause, nous ne pouvons pas nous permettre de faire l'économie d'une politique française de reconquête industrielle.

Il nous faut évidemment poursuivre et amplifier la politique de l'offre, d'autant que nous constatons que, depuis une petite dizaine d'années, notre industrie ne s'affaisse plus : l'emploi industriel s'est légèrement redressé et le nombre de sites qui s'ouvrent est supérieur au nombre de ceux qui ferment. Malheureusement cette amélioration est impactée actuellement par le coût de l'énergie. Et je ne voudrais pas que cette question énergétique remette en cause le travail qui a été fait depuis sept, huit ou dix ans sur la politique de l'offre. Je pense en tous cas qu'il faut aller au-delà. Un électrochoc est nécessaire. La réindustrialisation, la reconstitution de l'appareil productif, doit devenir une priorité nationale parce que c'est un enjeu absolument essentiel sous tous les aspects, revitalisation des territoires, commerce extérieur, souveraineté, potentiel de croissance.

Pour cela il faut des outils. Je plaide depuis longtemps pour un ministère de l'Industrie, de l'Énergie et de la Recherche technologique. Verra-t-il le jour ? Je considère que le jour où il a confié l'énergie au ministère de l'Environnement le président Sarkozy a fait une erreur que le pays va payer pendant des années, voire des décennies (en effet, en matière énergétique on parle plutôt de décennies que d'années). Il faut donc que l'énergie soit intégrée au ministère chargé de défendre la souveraineté du pays.

Il faut aussi des opérateurs pour mettre en œuvre les politiques. Nous avons la Direction générale de l'armement (DGA) pour les industries de défense, c'est un opérateur qui fonctionne. Le Centre national d'études spatiales (CNES) fait son travail dans le domaine de l'espace. Il faut créer un opérateur dans le domaine de la santé, l'équivalent de la BARDA (Agence américaine pour la recherche et le développement biomédical avancé) et un opérateur dans le domaine de l'informatique avancée (Intelligence artificielle, quantique). Je ne vois que l'INRIA (institut national de recherche en sciences et technologies du numérique) pour cela. Le directeur de l'INRIA s'est d'ailleurs dit prêt à s'engager dans ce projet lorsque j'ai émis cette idée. Pour l'électricité le *leader* naturel est EDF mais le CEA a un rôle important à jouer : il doit être le chef de file pour la recherche et l'innovation dans le domaine nucléaire. Aussi faut-il en finir avec l'absence quasi-totale de dialogue entre EDF et le CEA.

Un double mouvement doit être opéré : un mouvement de planification et un mouvement territorial.

Le mouvement de planification doit être lancé par un débat démocratique – pour moi les débats démocratiques se tiennent au Parlement – pour définir la priorité du redressement productif. Il faut ensuite planifier l'action de l'État en regroupant et en mettant en cohérence des lois de programmation sur la recherche et l'innovation, sur la formation, sur l'énergie, et sur les nouvelles technologies. Il y a des outils pour cela. Une planification de la mise en œuvre de ces outils doit permettre aux acteurs économiques de savoir où on va (le fait que, depuis plus de vingt ans, on ne lui a jamais dit où on allait a beaucoup nui à l'industrie nucléaire). Ensuite, les industriels s'organisent en fonction des directions indiquées par l'État. Il faut un Conseil de Défense Industrie ou de reconquête de l'appareil productif comme il y a eu un conseil de défense santé. En Corée du Sud le Président de la République lui-même préside régulièrement les réunions du Plan. Les succès de ce pays sur les semi-conducteurs et plus généralement l'électronique témoignent de l'efficacité de la méthode ! Ce pays, le plus numérisé du monde, n'a pourtant pas plus d'atouts naturels que nous. Il est de plus entouré par des voisins peu commodes (Chine, Japon, Russie ...) et il est en guerre avec la Corée du Nord.

Je pense aussi qu'il faut aller vers l'énergie des territoires.

À la « Fabrique de l'industrie » nous avons arpenté un certain nombre de territoires – je suis moi-même allé à Alès, par exemple – pour voir ce qui s'y passe lorsque les acteurs locaux décident de s'y mettre, de mobiliser leur énergie collective. C'est ce qui se passe en Vendée, à Vitré, dans la vallée de l'Arve ou à Oyonnax (même si ces deux sites sont très impactés par l'augmentation des prix de l'énergie). C'est ce qui se passe à Figeac qui n'a aucun atout naturel si ce n'est la proximité relative de Toulouse (150 kms). C'est ce qui se passe à Alès, ancien bassin meurtri par la fermeture des mines qui est en train de se redresser magnifiquement.

Je pense que l'État doit accompagner cette énergie des territoires. L'État a la responsabilité d'assurer les infrastructures. Il a la responsabilité d'assurer la présence des services publics sans lesquels rien n'est possible parce qu'on n'attirera pas les salariés dans ces entreprises s'il n'y a pas de services publics, s'il n'y a pas d'infrastructures, s'il n'y a pas de moyens de transport. Pour aller d'Alès

à l'autoroute du sud de la France il faut passer par le cœur de Nîmes. Une déviation de 4 kms permettrait à Alès de déboucher directement sur l'autoroute. Il se trouve que les préoccupations écologiques font qu'en n'arrive pas à construire ces 4 kms. L'État doit prendre ses responsabilités en utilisant les moyens dont il dispose. Je pense qu'il faut coupler l'énergie des territoires et l'action publique, tout ce qu'on appelle pompeusement l'écosystème, qui permet à l'industrie de se développer.

Enfin, je terminerai par ce par quoi j'aurais peut-être dû commencer : il faut gagner la bataille culturelle face à l'image surannée de l'industrie qui fait que les jeunes ne s'orientent pas naturellement vers l'industrie. Invité à HEC pour faire une conférence, j'ai demandé aux étudiants quelles étaient les filières préférées à la sortie. « Les fusions-acquisitions et les cabinets de *management* », m'ont-ils répondu. L'industrie française est bien partie ! me suis-je dit. Je ne jurerais pas que, même à l'X, il n'y ait pas cette petite tendance. Il faut donc changer l'image de l'industrie.

Il faut faire face au défaitisme industriel. Combien de fois j'entends dire : « C'est foutu l'industrie ! Faisons autre chose ». Si on ne croit plus en l'industrie je ne suis pas loin de dire que notre pays est mal parti.

Face aux discours mortifères sur la décroissance nous devons démontrer qu'une croissance verte est possible. « L'industrie c'est 20 % des problèmes écologiques et énergétiques et 100 % des solutions. », déclarait justement Agnès Pannier-Runacher. Le gouvernement doit élaborer un récit industriel à destination de l'opinion publique et dire où il veut aller. Mais attirer les jeunes est l'affaire de tous, y compris des entreprises, des salariés d'entreprises, pas uniquement des patrons. Les patrons doivent s'exprimer, plus qu'ils ne le font, surtout les patrons d'entreprises de taille moyenne. Les patrons des grands groupes sont dévalorisée dans l'esprit public, je suis bien payé pour le savoir. Ceux qui peuvent s'exprimer sont les patrons des PME, des ETI, et leurs salariés, leurs ingénieurs, leurs opérateurs, pour dire ce qu'est l'industrie en réalité, pour parler des métiers que l'on peut y exercer, du sens que l'on peut trouver dans une activité industrielle qui sert notre pays en même temps qu'elle répond aux besoins qui s'expriment Il faut que les jeunes retrouvent le goût de l'industrie. Ce sera, à la fin, la clef de notre problème.

Merci.

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL

Merci infiniment Louis Gallois.

Je note que finalement vous appelez plutôt à une révolution culturelle qu'à une révolution politique.

S'agissant de la bataille culturelle, je note quand même des progrès dans le domaine de l'apprentissage. J'ai été l'élue d'un territoire dans lequel le problème se posait, le problème est mieux perçu maintenant, le plus grand blocage étant quand même largement un blocage mental, c'est du moins ce que j'ai cru observer.

LOUIS GALLOIS

Oui. Je me bats pour que les lycées professionnels achètent l'apprentissage, pour que l'on crée des CFA à l'intérieur des lycées professionnels. On avance lentement : il n'y a qu'à voir les négociations actuelles sur la réduction des stages. Le Président de la République souhaitait augmenter de 50 % la durée des stages. Levée de boucliers ! On a dû faire machine arrière.

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL

Beaucoup de choses m'ont frappée dans votre exposé.

Ce qui fait l'originalité de votre position, c'est que vous tenez les deux bouts. Vous avez plusieurs fois opposé la tradition colbertiste de la France à la tradition allemande du *Mittelstand*, expliquant très bien comment cette tradition colbertiste pouvait se revitaliser dans une rénovation par l'État lui-même, notamment par la planification au plus haut niveau. En même temps vous êtes très soucieux de la réanimation des territoires. Je me souviens vous avoir entendu il y a déjà plusieurs années évoquer l'exemple vendéen, auquel je vois que vous ajoutez aujourd'hui beaucoup d'autres exemples : le Jura, la vallée de l'Arve, Figeac, Alès ... Ces possibilités historiques, culturelles, de nos territoires dessinent un ensemble complexe qui pourrait intéresser l'ethnologue. Cela montre en tout cas que vous tenez les deux bouts de la chaîne. D'un côté vous montrez la nécessité d'une action au plus haut niveau de l'État – vous l'avez

d'ailleurs exprimé très fortement, en termes budgétaires, s'agissant par exemple de la recherche – et de l'autre côté vous pensez qu'il faut réveiller les micro-territoires.

Quel est le meilleur moyen pour que tout cela finisse par faire la jonction et augmenter la part de l'industrie dans le PIB (aujourd'hui autour de 10 %) ? Je me rappelle l'époque pas si lointaine où le commissaire européen à l'industrie, Antonio Tajani, déclarait qu'il serait souhaitable que dans tous les pays européens la part de l'industrie atteigne 20 % du PIB.

LOUIS GALLOIS

Actuellement l'industrie italienne est plus importante que l'industrie française. Nous sommes au niveau de l'Angleterre.

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL

Je vais me tourner vers quelqu'un qui ne va pas susciter moins d'intérêt par son intervention.

Philippe Aghion nous fait le plaisir et l'honneur de venir de Londres où il enseigne à la *London School of Economics*, dont la réputation n'est plus à faire. Il est également professeur au Collège de France et à l'INSEAD.

Nous allons lui demander ce qu'il pense des chances de redressement industriel et économique de notre pays à la lueur de la façon dont il envisage l'action économique aujourd'hui, en France et en Europe. Spécialiste de l'innovation, peut-être nous dira-t-il aussi quelque chose sur les industries innovantes.

Quelles politiques horizontales et verticales pour renouer avec la croissance et stimuler l'innovation ?

Merci beaucoup.

Je vous remercie de m'avoir invité. C'est pour moi un grand honneur de m'exprimer après Louis Gallois pour qui j'ai une infinie admiration. Nous avons mené des combats communs, notamment au moment du CICE, même si ce combat fut essentiellement mené par Louis Gallois. C'était le tournant vers l'offre du quinquennat Hollande. Ce n'est pas venu sans difficultés.

Beaucoup de ce que je vais dire a déjà été dit beaucoup mieux que je ne pourrais le dire moi-même par Louis Gallois.

La pandémie a sonné comme un douloureux rappel, révélant à quel point la désindustrialisation était dramatique en France.

À la différence de l'Allemagne nous nous étions trouvés en mars 2020 démunis de réactifs, de principes actifs, de composants pharmaceutiques. Comme nous étions démunis d'appareils médicaux – à commencer par les respirateurs – et d'équipements de protection (gants, masques, etc.). Cela nous avait conduits, avec Elie Cohen et quelques autres chercheurs, à regarder ce qui se passait au niveau macroéconomique sur les exportations, importations et production de ces produits. C'était avant le vaccin.

Nous nous sommes rendu compte qu'au début des années 2000 les exportations et les importations françaises et allemandes de ces produits étaient quasiment au même niveau et s'équilibraient, en production, en import et en export. Presque vingt ans plus tard, en 2019, l'Allemagne dégageait sur ces produits (respirateurs, masques, tests) un très fort excédent commercial (20 milliards d'euros) alors que la France était tout juste à l'équilibre avec des déficits significatifs à la fois sur les équipements de protection et sur les appareils médicaux.

Derrière ce contraste entre les évolutions des exportations et importations des produits covid en France et en Allemagne se cache une réalité plus globale : la France a décroché dans la plupart des secteurs industriels, ce désastre venant d'un décrochage en matière d'innovation. Des outils permettent de mesurer

l'innovation, notamment les brevets triadiques, homologués à la fois à l'office américain, à l'office japonais et à l'office européen des brevets. Plusieurs métriques d'innovation confirment que nous avons décroché dans la plupart des secteurs industriels depuis les années 1990 et qu'un décrochage en innovation préfigurait un décrochage en matière de parts de marché mondial. Si nous avons cessé d'innover c'est parce que nous avons sous-investi en R&D et que nous avons délocalisé à l'excès nos chaînes de valeur.

Concernant la délocalisation, sur la période 1995-2018, dans le secteur pharmaceutique la production française est restée stable alors que la production allemande a crû fortement. Par contre, tandis que les avoirs et créances des entreprises pharmaceutiques allemandes à l'étranger stagnaient, les avoirs et les créances des entreprises françaises croissaient fortement. Au lieu de développer notre production domestique nous avons augmenté nos avoirs à l'étranger en misant sur la délocalisation alors que les entreprises pharmaceutiques allemandes ont davantage parié sur l'innovation et la production domestique.

Cela ne se limite pas au domaine pharmaceutique. Dans le domaine alimentaire, la balance commerciale ne demeure équilibrée que grâce aux boissons. Notre production domestique de textile a chuté depuis le début des années 2000. Dans l'électronique et les techniques de l'information le déficit commercial a été multiplié par trois depuis le début des années 2000. La production domestique d'automobiles chute depuis 2008. Et j'en passe ...

La dégradation relative de nos performances commerciales et de notre production domestique dans les différents secteurs industriels reflète un déficit d'innovation qui se mesure en premier lieu par l'évolution de notre production de brevets.

Nous avons regardé le classement de la France en termes de nombre de brevets triadiques par million d'habitants dans différents secteurs.

Nous avons aussi observé la distance à la frontière technologique mesurée par la différence entre le nombre de brevets triadiques par habitant de la France et le nombre de brevets triadiques des pays dans les domaines où ils sont les meilleurs.

Cela nous permet de connaître notre classement global et notre distance par rapport aux meilleurs : en moyenne, sur l'ensemble des domaines technologiques, nous étions devant l'Allemagne en 1995 et nous sommes à présent dépassés par elle. Et notre distance à la frontière technologique s'est considérablement accrue

depuis 1995. Quelque chose s'est donc passé au milieu des années 1990 qui a fait que nous avons commencé à décrocher.

Nous avons perdu notre rang en matière d'innovation dans quasiment tous les domaines sauf le nucléaire, l'aéronautique (grâce à Louis Gallois) et le luxe. Une exploration plus fine des données de brevets fait apparaître quelques autres points de spécialisation où nous nous sommes relativement bien maintenus : l'isolation thermique, les machines agricoles, les véhicules autonomes, la transmission de données et les logiciels de conception assistés par ordinateur. Il y a quand même des domaines où nous sommes encore bons.

Voilà où nous en sommes maintenant.

Que faire ?

Repenser la politique industrielle

Ce n'est pas par le protectionnisme que nous remédierons à notre perte de compétitivité. L'imposition de barrières douanières entraîne en réplique la fermeture de marchés, ce qui décourage l'innovation et nous fait perdre encore plus de parts de marché mondial. Cela revient à se tirer une balle dans le pied. Mais il faut bien sûr une taxe carbone aux frontières pour empêcher que des pays deviennent des paradis de pollution.

De même, comme le disait Louis Gallois, il n'est pas souhaitable ni réaliste de tout miser sur un rapatriement des productions délocalisées dans des pays émergents dans des secteurs matures comme l'automobile tant pour des raisons de coût, de conquête de nouveaux marchés et de cycle du produit. Ce n'est qu'à l'occasion de la mise en production d'un nouveau produit que le choix d'une localisation en France se pose réellement.

C'est donc par l'innovation et non par le protectionnisme que nous allons régler le problème.

Comment stimuler l'innovation ?

Il faut distinguer les politiques horizontales et les politiques verticales.

Les politiques horizontales ne sont pas ciblées sur un secteur particulier.

Louis Gallois appelait à un meilleur financement de la recherche fondamentale. J'ai rédigé un papier sur la Chine pour *Les Échos*. Les Chinois rencontrent de nombreux problèmes. Leur régime se ferme ... il est heureux pour nous que l'investissement soit compensé par le manque de liberté ! Car ils investissent massivement. Leur crédit impôt-recherche est bien plus efficace que le nôtre. Ils conduisent depuis le début des années 2000 différentes politiques pour stimuler la recherche-développement et l'université en Chine. Tandis que nous devons non seulement résoudre notre problème de financement mais améliorer la gouvernance de la recherche fondamentale. Pour le moment, la Chine, les États-Unis et l'Allemagne font beaucoup mieux que nous en recherche. Non seulement l'équivalent allemand de l'Agence nationale de la recherche (ANR) a un budget plus que deux fois supérieur à celui de l'ANR mais les Allemands ont la *VolkswagenStiftung*². Beaucoup d'entreprises investissent directement dans la recherche fondamentale. C'est pourquoi les Allemands, comme le disait Louis Gallois, sont loin devant nous.

Je ne veux pas jouer les pleureuses d'Orient ni m'auto-flageller, aussi citerai-je une réussite : celle des LabEx (laboratoires d'excellence). Je dois rendre hommage à Nicolas Sarkozy pour avoir eu l'idée d'un grand emprunt, le Programme d'investissement d'avenir (qui d'ailleurs est au crédit partagé de Michel Rocard et d'Alain Juppé qui ont présidé la commission chargée de définir les contours de ce grand emprunt) dont les LabEx sont les instruments. L'idée était de permettre à des scientifiques constitués en laboratoires d'excellence d'attirer les meilleurs chercheurs et de pouvoir financer les investissements. Une étude récente montre que les LabEx ont eu un impact substantiel sur l'innovation dans des industries à la fois géographiquement et sectoriellement proches de ces LabEx. « Il faut généraliser les LabEx car c'est quelque chose qui a vraiment très bien marché » disais-je à Sylvie Retailleau la semaine dernière. Contrairement aux IDEX (Initiatives d'Excellence) les LabEx ont été un grand succès. Rendons hommage à des choses qui fonctionnent. C'est rare mais ça arrive !

Il y a d'autres politiques horizontales :

L'éducation est un sujet très important. On sait – cela a été vérifié en Finlande – que les enfants dont les parents sont en haut de l'échelle des revenus

² Fondation de droit privé qui promeut la science et la technologie dans la recherche et l'enseignement.

ont beaucoup plus de chances d'être innovateurs. Ce n'est pas seulement parce que leurs parents financent leurs études mais aussi parce que les parents qui sont mieux rémunérés sont aussi mieux éduqués et, en général, transmettent à leurs enfants à la fois le savoir et les aspirations (l'envie d'innover).

On réduit le nombre des « Einstein perdus », ces enfants très doués nés dans des familles où on ne peut pas les aider, en faisant de bonnes réformes de l'éducation. Cela a été fait en Finlande en 1970 : de très bons curriculum, au niveau national, procurent aux établissements l'autonomie qui leur permet d'avoir des contrats pédagogiques garantissant le suivi des élèves qui sont ensuite évalués (évaluation interne et externe). Au Portugal la même réforme, menée plus récemment par M. Nuno Crato, a été un grand succès. M. Pap N'Diaye est très sympathique mais au bout de sept mois je n'ai toujours pas compris ce qu'il veut faire. On s'est rendu compte après la réforme de l'éducation en Finlande que beaucoup d'enfants dont les parents n'étaient pas en haut de la distribution des revenus devenaient innovateurs. Une politique éducative qui rend à la fois plus innovant et plus inclusif est exactement ce que nous voulons : plus de croissance par l'innovation et un système plus inclusif. D'où l'importance de l'éducation.

Un écosystème d'innovation du capital-risque, des investissements institutionnels, une fiscalité incitative, réduire les obstacles réglementaires, créer des entreprises et faire croître des entreprises ... nous avons encore en France d'énormes marges sur lesquelles nous pouvons jouer en général, que l'on appelle des mesures horizontales parce qu'elles ne ciblent pas un secteur en particulier mais concernent tout le monde. Nous sommes en la matière très en dessous de la frontière d'efficacité. Donc, sur tous ces domaines-là, nous avons énormément à faire.

Des politiques verticales ciblent certains secteurs

Le premier argument en faveur de ces politiques verticales est la transition écologique. En effet l'innovation n'est pas spontanément verte. J'ai mené moi-même des études montrant que des entreprises qui ont dans le passé innové dans des technologies polluantes tendent à continuer à innover dans des technologies polluantes. On appelle la « dépendance au sentier » la propension à continuer à faire ce qu'on sait déjà faire. On a donc besoin de l'État pour rediriger l'innovation des entreprises vers les technologies vertes. On le fait un peu avec la taxe carbone mais beaucoup avec la politique industrielle, avec les

ARPA-E (*Advanced Research Projects Agency-Energy*) et autres. Ce sont les deux leviers. Au début Blanchard et Tirole ne voulaient évoquer dans leur rapport (*les grands défis économiques*)³, que la taxe carbone. Nicholas Stern et moi avons argué qu'il y a la « jambe » taxe carbone mais aussi la « jambe » investissement et politique industrielle verte. La dépendance au sentier est un argument en faveur des politiques verticales.

Une autre raison est la nécessité de la coordination. On l'a vu avec les vaccins. La technologie de l'ARN messager venait de la recherche fondamentale. Il fallait en un an transformer cette découverte scientifique en production de masse de vaccins basés sur l'ARN messager, ce qui nécessite de coordonner des acteurs et des moyens, d'où la nécessité de la politique industrielle. La BARDA (Agence américaine pour la recherche et le développement biomédical avancé) a réussi cet exploit. C'est grâce à la BARDA que nous sommes tous ici. Mais avant la BARDA il y avait eu la DARPA (Agence pour les projets de recherche avancée de défense) dans les années 1950. Ces agences sont toujours chargées de missions après que la recherche de base est faite : mettre un homme dans l'espace en un an parce que les Russes ont mis Gagarine ... produire tel armement en un ou deux ans pour surpasser l'Union soviétique. La mission est claire mais il faut coordonner les ressources et les moyens pour pouvoir passer très vite de la recherche fondamentale aux applications dans des domaines particuliers. Pour ce faire la DARPA a été inventée aux États-Unis : l'argent vient des ministères (*top-down*), on nomme pour trois ans des chefs d'équipes qui ont toute latitude de susciter des projets concurrents. On l'a vu avec la BARDA : de nombreux laboratoires sont arrivés avec des vaccins. Cette manière de faire de la politique industrielle a le double intérêt de concilier le haut en bas (*top-down*) et le bas en haut (*bottom-up*) et d'être compatible avec la concurrence. C'est plus moderne que notre vieux colbertisme. J'aime bien le colbertisme – c'est mon côté rétro – mais il faut que nous sortions de la vieille politique colbertiste et que nous nous « DARPAisions » un peu plus. Donc non seulement il faut une gouvernance de la politique industrielle mais il faut la rendre plus favorable à la concurrence et à l'entrée de nouveaux acteurs. Nous avons de très bonnes entreprises existantes mais la réindustrialisation exige l'entrée de nouvelles entreprises et une politique

³ Rapport demandé par le Président de la République début 2020 à une commission d'économistes conduits par les professeurs Olivier Blanchard et Jean Tirole, portant sur les aspects économiques du réchauffement climatique, de la lutte contre les inégalités et des retraites en France. Il a été remis en juin 2021.

industrielle qui n'aille pas contre la concurrence. Nous avons besoin d'une politique industrielle qui encourage l'entrée de nouveaux acteurs.

Comment sélectionner les secteurs ?

Les priorités sont d'abord économiques et sociales : la lutte contre le réchauffement climatique, la santé, la défense, le digital, tous domaines où il est évident qu'il va falloir bouger. Nous ne pouvons pas laisser agir les Chinois et les Américains et nous contenter d'être les vaches qui regardons passer les trains.

Il y a ensuite des domaines à fort potentiel de croissance où nous avons déjà des compétences : l'aéronautique, le nucléaire, les véhicules autonomes, la transmission de données, les logiciels de conception. Il faut donner la priorité aux secteurs où nous sommes déjà très bons. Les secteurs où nous n'avons aucune compétence ne sont pas forcément ceux que je privilégierais.

« France 2030 »⁴, plan d'investissement décidé par le Président de la République emprunte beaucoup aux travaux qui ont été faits. La sélection de secteurs me satisfait donc. Les retours sur « France 2030 » sont positifs mais on reproche à ce programme une certaine lenteur. La sélection des projets est si minutieuse qu'elle prend trop de temps.

Nous avons tendance à être un peu bureaucratiques *ex ante* mais il n'y a pas vraiment de procédures d'évaluation *ex post* qui soient très satisfaisantes. Il y a encore du travail à faire dans la gouvernance de « France 2030 » pour la rendre plus dynamique. Peut-être les préconisations de Louis Gallois concernant les relations CEA / EDF seraient-elles de nature à dynamiser « France 2030 ». Nicolas Dufourcq, directeur général de Bpifrance, est quelqu'un de dynamique mais les autres le sont peut-être un peu moins.

Dans les politiques verticales il ne faut donc pas seulement investir plus mais adopter une nouvelle gouvernance, acquérir la culture de l'évaluation et mener une politique industrielle compatible avec l'entrée de nouveaux acteurs et la concurrence.

⁴ Ce plan d'investissement de 54 milliards d'euros s'inscrit dans la lignée du plan France Relance. Il doit permettre de rattraper le retard de la France dans certains secteurs historiques. Il vise aussi la création de nouvelles filières industrielles et technologiques.

Ce plan poursuit la stratégie du Gouvernement en faveur de l'investissement, de l'innovation et de la ré-industrialisation.

L'Europe est apparue comme un empêcheur de tourner en rond.

Il y eut d'abord Maastricht et la fameuse règle des 3 % (pas question que le déficit excède 3 % du PIB !) dont Guy Abeille, chargé de mission à la Direction du Budget du ministère des Finances en 1981, serait à l'origine.

Rénover l'école, l'hôpital, réindustrialiser par l'innovation, faire la transition énergétique ... nous avons d'énormes investissements à faire. Or nous sommes déjà très endettés. Comment faire ? Mario Draghi, lorsqu'il était président de la BCE, nous a beaucoup aidés. Nous nous souvenons tous de son « *whatever it takes* » (quoi qu'il en coûte). Selon Draghi un État doit donner des gages qu'il réduit ses dépenses récurrentes dans des domaines où il le peut, qu'il engage une réforme de l'État, qu'il augmente le taux d'emploi. Ayant donné ces gages macroéconomiques il acquiert une crédibilité supplémentaire qui lui permet d'investir dans l'éducation, dans la politique industrielle, etc. Les dépenses récurrentes, par exemple pour financer le déficit des retraites, ne doivent pas être mises sur le même plan que les dépenses d'investissement, par exemple dans l'École. Ne pas mettre toutes les dépenses sur le même plan est un progrès par rapport à Maastricht. De plus la gouvernance et l'évaluation des performances de ces dépenses d'investissement doivent être évaluées. C'est beaucoup plus exigeant que ne l'était le Maastricht initial puisque les dépenses d'investissements sont soumises à un critère de gouvernance et de performance.

Le fait que l'Allemagne elle-même, dont les infrastructures tombent en ruines, doit investir peut nous aider. J'ai un jour pris le train de Zurich à Munich. De Zurich à Lindau le voyage était très agréable mais de Lindau à Munich je n'ai fait que tousser à cause de la propulsion au diésel (il n'y a pas de voies électrifiées). Les Allemands n'ont pas modernisé leurs infrastructures. Ils ont vraiment besoin d'investir dans la défense, ils doivent électrifier la ligne Lindau-Munich ... ils doivent faire de nombreux investissements. Donc, heureusement pour nous, l'Allemagne elle-même doit investir. Il lui sera donc difficile de s'opposer à nos propres investissements. Mais nous devons montrer que nous avons cette crédibilité dont je parlais.

Nous avons une marge nouvelle : non pas supprimer mais réinterpréter Maastricht.

Outre Maastricht la politique de concurrence, trop dogmatique, nous gênait. Seules les parts de marché étaient examinées et on ne se préoccupait pas de savoir

si une fusion-acquisition menaçait l'entrée de nouveaux acteurs et l'innovation. Par exemple, si j'approuve la plupart des décisions de la Commission européenne je n'ai pas compris l'affaire Siemens-Alstom. On nous a expliqué qu'il ne pouvait pas y avoir de fusion entre Alstom et Siemens parce que les pays européens n'achetaient des trains à grande vitesse que chez l'un ou chez l'autre. Mais c'est un marché contestable ! N'importe qui peut aller acheter des trains chinois qui sont d'ailleurs excellents. Même quand on dispose d'une part de marché entière on sait qu'une augmentation excessive des prix risque de favoriser le concurrent potentiel. C'est un marché contestable ... à moins qu'on m'explique qu'il ne l'est pas (mais ça on ne me l'a pas expliqué). Ce critère de part de marché m'a toujours semblé insuffisant et incomplet. Je privilégierais un critère dynamique (cette fusion-acquisition va-t-elle empêcher l'entrée future, l'innovation future ?). C'est beaucoup plus intelligent.

« Pas d'aides sectorielles d'État ! », exigeaient aussi, *a priori*, les autorités de la concurrence. Mais pourquoi ne pas maintenir les aides sectorielles de l'État et juger *ex post* si la concurrence en a été affectée ou non ? Cela permettrait de réconcilier politique de concurrence et politique industrielle. Quand j'allais à Bruxelles, les experts de la politique industrielle et leurs homologues de la politique de concurrence n'échangeaient jamais entre eux. C'est absurde ! La politique de concurrence et la politique industrielle devraient être réconciliées grâce à une politique industrielle beaucoup plus DARPAisée, beaucoup plus compatible avec la concurrence d'une part et, de l'autre, grâce à une politique de concurrence beaucoup moins dogmatique, beaucoup moins intraitable *a priori* sur les aides sectorielles d'État mais plus empirique, plus pragmatique.

Pour répondre à l'IRA, je crois beaucoup dans des DARPA européennes. Nous avons des embryons de DARPA dans différents domaines, notamment dans le domaine de l'électricité. Commençons par créer nos propres DARPA puis voyons dans quelle mesure nous pouvons aussi faire des coopérations – qui apparaissent plutôt comme une *Coalition of the willing* (coalition des volontaires axée sur la réalisation d'un objectif) – avec d'autres pays européens. Il y a certes l'Allemagne mais les Anglais sont très bons également dans les domaines de la défense, de la santé et de l'énergie. Je pense nous pouvons essayer de créer nos DARPA puis de les articuler avec les DARPA de ces pays (en dépassant le Brexit), créant ainsi dans ces différents domaines des DARPA européens qui puissent concurrencer

d'un côté la Chine et de l'autre côté les États-Unis. Ce serait là une véritable politique, une véritable stratégie.

Quant à la réforme des retraites, il fallait la faire. Pour deux raisons. Il fallait d'abord équilibrer le système à l'horizon 2030. Il fallait aussi la faire pour une raison macroéconomique : la réforme des retraites a pour but de montrer d'une manière crédible que nous travaillons à augmenter notre taux d'activité et notre taux d'emploi. On peut discuter des détails tactiques, de la manière dont elle a été menée. Mais une réforme comme celle des retraites, indispensable pour nous donner la crédibilité nécessaire pour être ensuite en mesure de faire les investissements dont je parlais, fait partie de l'approche Draghi.

Voilà comment je vois les choses.

Merci beaucoup.

Débat

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL

Merci infiniment.

On ne peut pas dire que vous n'avez pas ouvert de nombreuses pistes. Vous êtes en partie d'accord avec l'intervenant précédent. Vous vous êtes retrouvés sur les politiques « verticales » qui toutes conduisent à davantage d'interventions de l'État, intelligentes, ciblées, dans les domaines sensibles.

Selon vous la délocalisation n'est pas une fatalité. Peut-être pourrions-nous revenir sur ce point parce que nous avons quand même subi beaucoup plus que nous n'avons agi dans ce domaine.

Vous avez aussi pris l'exemple des secteurs où l'innovation est nécessaire. Ce point est, je crois, très important.

Enfin, les DARPA pays par pays que vous préconisez pour répondre à l'IRA ne sont pas européens en réalité.

PHILIPPE AGHION

Je ne voudrais pas qu'ils se fassent à vingt-sept. Je ne veux surtout ni veto ni « *I want my money back* ». Je veux donc une « *coalition of the willing* », surtout avec les grands pays.

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL

Vous savez qu'une certaine logique européenne va avoir du mal à s'insérer dans ce cadre. Cela pose de lourds problèmes politiques, très intéressants d'ailleurs. Vous souhaitez donc des DARPA entre pays volontaires. Et même un DARPA avec le Royaume-Uni, ce qui est pour ma part une piste extrêmement intéressante. Si l'on ajoute le fait que l'Allemagne a besoin d'investir, comme vous l'avez dit tous les deux, et n'est pas dans une situation très brillante, notamment à cause du coût de l'énergie ... des jeux sont peut-être possibles en Europe.

Sur le système, vous avez été très clair, presque cynique. Vous avez dit les choses comme elles sont, y compris le fait que les pays doivent afficher une volonté structurelle dans un certain nombre de domaines, de manière à passer par la solution Draghi, c'est-à-dire finalement l'endettement européen qui permet aux États de mener leur propre politique industrielle.

Je donne la parole à notre président-fondateur à qui toutes ces questions doivent parler particulièrement, puisqu'il fut quand même le premier en 1983, comme vous l'avez rappelé, à avoir dénoncé l'affaissement industriel qui menaçait la France. Il n'a pas eu beaucoup de raisons d'être plus optimiste dans les années qui ont suivi...

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT

Puisque vous m'y invitez je ne vais pas me dérober.

J'entends le discours de Louis Gallois. C'est un discours de sévère mise en garde contre toutes les faiblesses qui se sont accumulées depuis tant et tant d'années, près de quarante ans.

J'entends le discours de Philippe Aghion, un discours que j'ai bien entendu depuis quarante ans, le discours qui fait appel à l'innovation, à l'ouverture, à la plasticité, à l'agilité ... et à l'enthousiasme surtout. Parce que je suis frappé de l'enthousiasme que Philippe met dans ses propositions.

Mais je suis un peu revenu de tout cela. Il y a quarante ans, en 1983, j'entendais déjà ce discours et je vois les résultats. Il faut bien constater que tout ce que l'on attendait de l'Europe, par exemple, ne s'est pas du tout réalisé. C'est un discours de « *wishful thinking* », comme on dit. Mais la réalité c'est que nous avons offert notre marché.

Il est un point sur lequel je ne suis pas vraiment d'accord – abattons nos cartes sans frémir – : le mot « protectionnisme ». Je ne l'emploie pas pour ne pas vous heurter mais valoriser son marché intérieur, en faire un levier de développement, c'est ce qui a magnifiquement réussi à l'Allemagne depuis la fin du XIX^{ème} siècle. Au contraire de l'Allemagne, la France exporte ses capitaux, ses technologies, se retrouve avec une montagne d'actifs à l'étranger et, en même temps, du chômage

à domicile. L'Allemagne, depuis la fin du XIX^{ème} siècle, développe son marché intérieur et, inversement, s'efforce de préserver ses pépites. Notre politique n'est pas du tout celle-là. C'est le contraire.

J'ai entendu Philippe Aghion citer comme exemple l'offre faite à Siemens d'absorber Alstom. Parce que c'est bien ce dont il s'agissait. Il n'y aurait eu aucune plus-value, aucun bénéfice à tirer de cette fusion. D'ailleurs le carnet de commandes d'Alstom est bien garni. Alstom a absorbé Bombardier deux années plus tard et se porte très bien. Qu'offrions-nous ? Nous offrions essentiellement le PDG, M. Poupard-Lafarge, qui devait devenir le PDG de l'ensemble. Mais quel marché ? Quel développement technologique ? Rien ! C'est l'exemple même de ce discours illusoire qui nous fait croire en la construction d'un champion européen capable de résister aux champions chinois.... si ce raisonnement était vrai il s'appliquerait dans tous les domaines car dans tous les domaines le marché chinois est considérablement supérieur à la somme du marché français et du marché allemand.

Donc je mets en garde, non pas contre l'enthousiasme, il est bien nécessaire, mais il faut appliquer des méthodes qui puissent réussir. Vous avez cité l'exemple de la DARPA américaine. Je suis tout à fait d'accord, c'est ce qui a permis aux Américains de développer leur secteur industriel dans les technologies de pointe. Si on peut faire la même chose en France et en Europe, c'est ce que j'appelle un protectionnisme intelligent. Donc ne nous défions pas *a priori* du mot protectionnisme. Parlons plutôt du développement du marché intérieur, de ce qui nous permettrait de le préserver. Si on peut faire venir des investisseurs étrangers j'en suis mille fois d'accord. Mais là n'est pas l'unique recette. Et je mets en garde contre le discours unilatéral qui, tenu depuis quarante ans, non seulement n'a rien donné de bon mais a donné beaucoup de mauvais.

Aujourd'hui il faut modifier la trajectoire. Comment peut-on le faire s'il n'y a pas un choc psychologique, peut-être culturel ? Je me méfie un peu de cette « révolution culturelle » mais je pense à un choc comme celui qui est intervenu à la Libération, qui a donné le CNR. Le programme du CNR était un véritable enthousiasme productif qui s'est manifesté toutes opinions confondues. De Maurice Thorez au général De Gaulle il y avait une sorte d'unanimité. Mais si on ne retrouve pas confiance dans les capacités de la France... Je dis bien « de la France » car j'ai écouté avec attention Louis Gallois : « Il ne faut pas beaucoup attendre de l'Europe », nous a-t-il dit, laissant entendre qu'il faudrait quand même attendre un peu plus de la France. Je ne pense pas avoir déformé sa pensée

secrète. C'est cette croyance en la France et dans les capacités de la France qui a manqué et qui manque aujourd'hui terriblement. Le retour de cette confiance en la France serait bon pour l'Europe parce que nous aurions un pouvoir de marchandage, nous pourrions discuter avec nos amis allemands qui eux ne se gênent pas pour défendre leurs intérêts dans tous les domaines. Prenons l'exemple du nucléaire, de l'hydrogène, de beaucoup d'autres choses, de la taxonomie ... on se met le doigt dans l'œil jusqu'au coude avec cette histoire de taxonomie. Il est temps de réagir mais cette réaction est éminemment politique et elle doit naturellement transcender tous les clivages et rassembler toutes les volontés.

C'est une petite mise au point.

PHILIPPE AGHION

Nous ne mettons pas les mêmes mots derrière les mêmes choses. Quand je parlais de protectionnisme je faisais référence à la hausse de tarifs qu'aurait pu tenter l'Europe. Évidemment les politiques volontaristes d'investissement et d'innovation telles que l'Allemagne les a menées sont exactement ce que je recommandais que nous fassions. Nous sommes donc d'accord sur ce point. Le mot protectionnisme signifie pour moi hausse de tarifs, barrières douanières, etc. L'excédent de 20 milliards du commerce allemand dans les produits anti-covid était imputable à l'investissement et à l'innovation, non à une hausse des tarifs.

Je suis très favorable à une politique de l'offre qui ait à la fois une dimension horizontale et une dimension verticale de choix de secteurs où nous sommes très actifs. N'attendons pas que cela vienne de l'Europe. La France doit s'engager. C'est la raison pour laquelle j'ai applaudi au plan d'investissement « France 2030 ». Il faut maintenant revoir la gouvernance de « France 2030 », une grosse machine diesel qui met beaucoup de temps à se mettre en marche. Il faut une politique très volontariste de réindustrialisation par l'innovation. Quand je dis innovation, c'est au sens large : permettre de nouvelles entreprises, de nouvelles technologies, etc. Dans mon esprit c'était un appel à la politique de l'offre avec une dimension verticale importante et sans attendre que tout vienne de l'Europe.

Ceci dit, on peut aussi se bagarrer au niveau européen pour obtenir que les instances européennes facilitent cette politique de réindustrialisation par l'innovation.

En parlant d'Alstom-Siemens je voulais dénoncer le fait qu'on que nous portons trop d'attention aux parts de marché et que nous menons une politique de concurrence trop statique, pas assez dynamique. Il se peut que cette fusion ait été une mauvaise décision pour d'autres raisons. Mais l'argumentaire qui avait été donné à l'époque n'était pas selon moi convainquant.

Je pense plus généralement qu'il faut moderniser la politique de concurrence européenne qui était très centrée sur l'Europe. Nous n'observions pas assez notre concurrence avec les Chinois et les Américains. Notre politique de concurrence européenne était trop « *inward-looking* ». Je pense que là il y a effectivement quelque chose qui doit changer.

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL

Une chose est de ne pas trop attendre l'Europe et l'autre chose de ne pas se laisser bloquer par des règles européennes auxquelles nous avons consenti mais qui pour une grande partie d'entre elles sont quand même désuètes. Il peut s'ensuivre un affrontement avec les institutions européennes que, me semble-t-il, on ne pourra pas éviter dans ce domaine.

LOUIS GALLOIS

Sur ce débat du protectionnisme je suis sensible à ce que dit Philippe Aghion sur le fait que nous sommes aujourd'hui dans des économies ouvertes. Toutefois une chose me paraît nécessaire, c'est une politique de réciprocité. Cette politique de réciprocité est admise à Bruxelles dans les mots mais pas dans les faits. Cela parce que les Allemands le plus souvent s'y opposent. L'Allemagne est un pays mercantiliste qui a fondé son développement non pas sur son marché intérieur mais sur les marchés étrangers, en particulier européen, chinois et américain. Donc l'Allemagne défend son mercantilisme et s'oppose à toute expression de la réciprocité. Philippe Aghion évoquait les trains chinois ... va-t-on admettre les trains chinois au prétexte que le premier TGV ICE (*InterCity Express*) roulant en Chine était un ICE allemand ? Depuis, il n'y a pas un train étranger qui soit entré en Chine. Ils ont acheté l'ICE, ils l'ont copié, amélioré ... Les Chinois ont des trains magnifiques ! Mais plus aucun train ne rentre en Chine. Les marchés

publics chinois ne sont pas ouverts. Comment se fait-il que les autobus chinois puissent accéder au marché européen⁵ ? Il en est de même pour les États-Unis. Les réglementations de sécurité ne sont pas les mêmes. Je me souviens de l'époque où Bic a failli disparaître parce que les importations de Chine ne respectaient pas les règles de sécurité qu'on imposait à Bic. Donc je crois qu'il y a beaucoup à faire sur la réciprocité. Cela me paraît tout à fait important.

Sur « France 2030 » je partage votre diagnostic. J'étais favorable à « France 2030 ». Mais je ne vois pas ce que va être la gouvernance de ce programme. Pour avoir une gouvernance énergétique il faut des opérateurs, des relais compétents (il y en a un : la DGA, notre petite DARPA). Il est absolument essentiel que nous ayons des opérateurs compétents – puisque les ministères ne le sont plus – qui puissent lancer des compétitions sur de nouveaux projets. Sur l'hydrogène il y a une dizaine de *start-up* qui se lancent en France. Finançons-les et mettons-les en concurrence ! Mais je dois dire que « France 2030 » depuis la rue de Babylone – que j'ai fréquentée puisque j'ai été commissaire à l'investissement – ne me paraît pas être l'instrument qui permettra de mettre en œuvre les innovations du futur.

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL

Vous êtes d'accord sur l'idée d'avoir de gros opérateurs financés par la puissance publique.

⁵ « Sur la base de la garantie de la qualité des produits et de la garantie de service à l'étranger, Yutong Bus a obtenu, après un schéma stratégique à long terme, la certification de véhicule UE WVTA et est officiellement entré sur le marché européen en 2004. La performance des ventes a également commencé à entrer dans la voie de développement rapide depuis 2011 et a maintenant vendu 5,917 unités. En France, en Grande-Bretagne, en Slovaquie, en Norvège, en Islande et dans d'autres pays européens, de plus en plus de bus Yutong sont visibles. »

Je ne veux pas laisser planer une ambiguïté sur les propos que j'ai tenus et la signification qu'ils ont. C'est un regard historique que j'ai promené sur le développement comparé de l'Allemagne et de la France. La promotion du marché intérieur allemand était la grande affaire de la fin du XIX^{ème} siècle. Et cette politique sera continuée entre les deux guerres et par Hitler. L'Allemagne se reconstruira très vite sur cette base et dès que son marché intérieur sera trop étroit il y aura le Marché commun (1957).

Si on veut raisonner dans des termes qui aient une signification, regardons ce qu'exportent les Allemands : 400 milliards sur la zone euro, 100 milliards sur les États-Unis, plus de 100 milliards sur la Chine. C'est quand même sur l'Europe que l'Allemagne assoit son développement et son excédent commercial extérieur qui est d'ailleurs en voie de rapide réduction du fait de la chute de ses exportations et de la croissance du coût des importations. Ce système est en train de voler en éclats. Les Américains se ferment (législation IRA). Les Chinois se ferment également. Par conséquent l'Allemagne se ferme. C'est le cas, plus généralement, de l'Europe mais c'est particulièrement vrai de l'Allemagne, se trouve face à des défis qu'il lui est difficile de relever. Il faudrait réfléchir à la manière dont l'Europe peut les relever collectivement. L'Allemagne pense encore qu'elle peut s'en sortir par le libre-échange.

Le marché européen, le grand marché unique, tout cela est très bien mais à condition qu'il y ait réciprocité.

Ce que vous dites trouve un écho dans l'ouvrage de François Lenglet qui a fondé son analyse sur l'idée que l'affaire du marché ouvert part maintenant en éclats.

Quelles conséquences allons-nous en tirer, notamment pour l'Europe qui maintient une sorte d'énorme marché libéral, le marché unique, avec des règles super libérales au sein d'un monde où les marchés se réveillent et où le marché mondial n'existe plus ?

PHILIPPE AGHION

Comment Louis Gallois et Jean-Pierre Chevènement voient-ils la manière de réformer l'OMC qui est quasiment « en mort cérébrale » ?

LOUIS GALLOIS

L'OMC est en mort cérébrale. Elle est morte le jour où on y a fait rentrer la Chine. C'est le ver dans le fruit.

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL

Avec de fausses promesses de la part de la Chine... Elle est peut-être aussi en état de mort cérébrale du fait que les États-Unis ne nomment plus leurs juges dans la commission de règlement des litiges, ce qui fait que l'OMC ne peut de toute façon pas aller au bout de sa logique.

PHILIPPE AGHION

On a pensé que la politique allait se réformer par l'économie. On a fait la même erreur avec la Russie.

GÉRARD NAUDIN

Vous n'avez pas parlé des pôles de compétitivité. Ils sont nombreux en France mais ils ne concernent que des chercheurs. En Allemagne, ces pôles de compétitivité rassemblent plutôt des technico-commerciaux et toute la R&D est orientée vers la commercialisation des produits, à l'inverse de la France. Et dans les pôles de compétitivité français les entreprises envoient souvent des « petits techniciens », des personnes qui n'ont pas toujours l'envergure nécessaire.

LOUIS GALLOIS

Un certain nombre des territoires que j'ai cités étaient des pôles de compétitivité. Les pôles de compétitivité ont joué leur rôle. Ça continue un peu. Quelques-uns sont dynamiques mais beaucoup battent de l'aile.

DANS LA SALLE

Merci pour tout ce que nous avons entendu.

Vous n'évoquez pas le problème de la bureaucratie française. Il semblerait que pour construire une usine en Allemagne il faut trois ans, en France il faut huit ans. C'est un frein énorme à tout projet.

Vous parlez beaucoup d'évaluation des programmes mis en place. La Cour des comptes fait du bon travail et fournit souvent des rapports de qualité. Mais son rôle n'étant que consultatif on a l'impression qu'elle fait un travail magnifique qui ne sert pas à grand-chose.

PHILIPPE AGHION

Je suis absolument d'accord. Il y a en France trop de « *Red tape* » (paperasses, réglementations formelles), trop de bureaucratie, trop de procédure. On le constate même dans « France 2030 ».

Les universités d'excellence en Allemagne ont très bien marché. En France les IDEX étaient des usines à gaz car elles étaient trop grosses. À Toulouse, Jean Tirole ne s'est maintenu qu'après avoir obtenu du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche une promesse d'indépendance administrative, scientifique et financière.

LOUIS GALLOIS

Je ne partage pas totalement ce point de vue. S'il est vrai qu'à Toulouse c'était la foire d'empoigne d'autres IDEX ont bien fonctionné...

PHILIPPE AGHION

C'est un peu compliqué. Par crainte que des projets démarrés ne puissent jamais être évalués puis arrêtés nous avons tendance à rendre très difficiles les sélections de projets *ex ante* et nous créons souvent des usines à gaz et des procédures trop compliquées. C'est pourquoi l'évaluation va de pair. Une bonne évaluation et la possibilité d'arrêter un projet qui ne marche pas permet de laisser davantage de projets démarrer.

Vous avez raison sur les deux choses.

La Cour des comptes en elle-même travaille très bien mais il existe maintenant toute une série de mesures permettant d'améliorer les critères d'évaluation (brevets, productivité) des politiques d'innovation.

Les moyens de la Cour des comptes sont insuffisants, notamment par rapport à ceux de son équivalent américain, le *Government accountability office* (GAO).

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL

La Cour des comptes est excellente quand elle évalue à long terme les effets des politiques publiques. Par exemple, il n'y a pas si longtemps, elle a rendu un rapport montrant qu'un partenariat public-privé coûtait en réalité à long terme aux finances publiques. Mais, le jour où il faut saisir une politique publique à l'instant T sur l'année, « Attention, trop de dépenses ! », alerte-t-elle. La Cour des comptes est dans l'ambiguïté : elle évalue les politiques à long ou moyen terme, y compris donc les effets induits de politiques publiques ... qu'elle s'attache à sanctionner parce qu'elles coûtent trop dans l'immédiat ! J'avais eu un échange sur ce sujet avec Didier Migaud, à l'époque premier président de la Cour des comptes.

Il est donc vrai qu'il nous manque d'un côté un outil qui évaluerait les effets, y compris les effets induits, des politiques à moyen terme, voire à long terme, et de l'autre côté un outil pour évaluer les comptes sur l'année. C'est nécessaire. Mais je crois que cet outil doit quand même être subordonné aux politiques publiques.

LOUIS GALLOIS

Puisque nous parlons de bureaucratie je citerai l'exemple de Safran (deuxième équipementier aéronautique mondial) qui au bout de deux ans n'avait toujours pas l'autorisation d'implanter une usine ! Le patron a poussé un grand coup de gueule, c'est monté jusqu'au Président de la République qui est intervenu pour que Safran obtienne l'autorisation d'implanter son usine...

J'attire l'attention sur une nouvelle vague de réglementations environnementales qui posent de véritables problèmes. Le président de la communauté de communes d'Alès m'expliquait que, n'ayant pas le droit d'artificialiser des sols, il ne pouvait implanter des usines que sur des friches industrielles. Or le succès de la politique d'industrialisation du territoire faisait qu'il lui restait 4 hectares ... après quoi il ne pouvait plus rien implanter, pas même une boulangerie. Le Président de la République, sensible au sujet, a demandé à ce que ces règles soient assouplies. Aucun effet sur le terrain ! Les fonctionnaires en charge de ce dossier n'ont pas entendu le message du Président de la République. Le préfet, embarrassé – s'il passe outre l'avis de ses services il peut être l'objet de contentieux, suscités d'ailleurs par ses propres services –, reste coi. Ce qui est vraiment catastrophique.

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL

Vous pouvez ajouter à cela qu'une des lois votées sous le quinquennat Hollande a encore complexifié les choses : entre les schémas régionaux de défense du tourisme, les schémas de préservation de territoire qui doivent s'articuler avec les schémas urbains et les schémas d'État ... c'est vraiment à n'y rien comprendre ! Sans compter la très forte pression des groupements écologistes qui entrent dans ces niches pour bloquer un certain nombre de projets.

LOUIS GALLOIS

L'entreprise Bridor voulait installer une usine de viennoiserie en Bretagne (500 emplois, 250 millions d'investissement). Après s'être heurtée sur le plan local à l'opposition des écologistes (aux prétextes de l'artificialisation des sols et des émissions de carbone liées à l'exportation de ses produits (...)) Bridor a décidé d'"installer son usine à l'étranger !

ALAIN DEJAMMET

Nous avons l'occasion d'avoir à la tribune des avocats passionnés et passionnants, éloquentes, persuasifs ...

La plupart des sociétés du CAC 40 avaient leur siège social à Paris, sauf deux entreprises d'une certaine taille, Michelin, dont le siège social est à Clermont-Ferrand, et Legrand à Limoges. Ces deux entreprises sont en train d'agiter la menace de se délocaliser à Paris en raison des difficultés des liaisons ferroviaires entre limoges, Clermont-Ferrand et Paris. Limoges est une vieille ville ouvrière encore très active il y a trente ou quarante ans. Quand j'habitais New York j'étais heureux, en remontant Madison Avenue, de voir les vitrines de Bernardaud, marchand de porcelaine, et de Weston⁶. Haviland⁷ était également encore présent.

Les dirigeants de ces sociétés pensaient qu'il était possible de créer une petite bretelle ferroviaire entre Limoges et Poitiers pour se brancher sur le TGV, ce qui aurait mis Limoges à une distance tout à fait raisonnable de Paris. Y a-t-il une possibilité pour que l'on puisse surmonter l'obstacle – opposé, je crois, par Ségolène Royal – lié à un bataillon de crapauds-buffles qui copulent entre Limoges et Poitiers et qu'il ne faut pas déranger ? Il semblerait que cet argument avait convaincu à l'époque le Président de la République, M. Hollande.

⁶ Malgré la consonance anglo-saxonne de son nom, Weston est une entreprise de chaussures de luxe française, fondée en 1891 à Limoges, par Édouard Blanchard, bottier

⁷ Haviland, un nom synonyme de l'art du luxe à la française qui perdure jusqu'à aujourd'hui. En 1842, David Haviland fait de Limoges la capitale mondiale de la porcelaine et crée en 1838 une entreprise d'importation de faïence et porcelaine à New York.

Autrefois les candidats à l'élection présidentielle étaient soumis à un examen de passage au cours duquel on les interrogeait sur la part du nucléaire dans l'électricité française. « 70 % », répondaient-ils tous. Or il me semble que vous avez évoqué ce chiffre de 70 % de nucléaire dans l'électricité française comme un objectif. Je voudrais savoir si ce chiffre, qui personnellement me comble de bonheur (je suis l'un de vos fidèles depuis longtemps), est un peu crédible actuellement auprès des milieux attachés au sort des crapauds-buffles.

LOUIS GALLOIS

Sur le barreau ferroviaire Poitiers-Limoges deux Présidents de la République corréziens s'étaient investis, Chirac et Hollande. Il coûterait environ 3 milliards d'euros. Je ne parierais pas un kopeck sur sa construction. En revanche je pense qu'il faut dépenser 700 ou 800 millions d'euros pour faire une ligne correcte entre Poitiers et Limoges parce qu'actuellement il faut près de deux heures pour faire 80 kilomètres, ce qui est un scandale. Il faut redresser la ligne, la moderniser de telle manière que les rames TGV puissent aller jusqu'à Limoges, même si elles n'y vont pas à 300 km/h mais à 160 ou 220 km/h, ce qui pour 80 kms n'est pas dramatique. Donc je pense qu'il y a une solution intermédiaire qui coûterait moins que la ligne à grande vitesse.

Il se trouve qu'une partie de ma famille habite Limoges et je sais que Legrand menace de quitter Limoges parce qu'il ne peut plus y attirer de cadres⁸. C'est pourquoi je disais que l'énergie locale doit être accompagnée par l'effort de l'État.

ALAIN DEJAMMET

Y a-t-il selon vous une petite chance pour que cette proposition modérée, raisonnable, de permettre au TGV d'arriver jusqu'à Limoges et peut-être même jusqu'à Figeac soit écoutée et suivie d'effet ?

⁸ Née à Limoges en 1860, l'entreprise Legrand, l'unique entreprise du CAC 40 de Nouvelle-Aquitaine, qui se présente comme "*le spécialiste mondial des infrastructures électriques et numériques du bâtiment*" et emploie 1 200 salariés en Limousin, a récemment dénoncé les retards et les modifications horaires des trains vers Paris, menaçant de quitter Limoges si rien n'est fait pour améliorer la desserte entre la capitale et Limoges.

C'est la proposition d'un vieux retraité qui n'a absolument aucune chance d'être entendu dans la situation de pénurie d'argent qui marque la SNCF qui doit, en même temps, faire un certain nombre de lignes à grande vitesse et rénover son réseau qui est en mauvais état. Il y a fort à faire.

La part de 70 % de nucléaire dans notre électricité est-elle un chiffre crédible ? Cette part était montée jusqu'à 80 % à une époque où la fiabilité des centrales nucléaires était de 80 %. C'est-à-dire que pour une puissance théorique de 100 on pouvait compter sur 80. Actuellement, sur une puissance théorique de 100 on compte sur 60. Le nucléaire français a perdu beaucoup de sa capacité réelle de puissance. Il faut évidemment, à travers les opérations de jouvence en cours, commencer par remonter la capacité des centrales actuelles.

L'objectif d'une part du nucléaire de 50 % au plus, qui est actuellement celui de la programmation pluriannuelle de l'énergie, nous place dans une situation où il faudrait 50 % de renouvelables. Or on ne peut pas fonctionner avec 50 % de renouvelables. Donc il faudra du gaz pour faire la soudure et pour nous mettre à l'abri des périodes hivernales.

Le nucléaire est pour moi incontournable. Pour atteindre les 70 %, il faudra construire une vingtaine de réacteurs d'ici 2050. La discussion est entre 20 et 24. Cela veut dire qu'au-delà des 14 promis par le Président de la République il faut en construire au moins 6 de plus. Et, après accord de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN), il faut prolonger les centrales actuelles jusqu'à 60 voire 80 ans. L'ASN vient de dire qu'elle était prête à examiner les conditions d'une prolongation de 80 ans. Je ne suis pas un technicien, mais je pense que ce n'est pas hors de portée puisque les Américains sont en train de le faire avec des technologies identiques aux nôtres.

Vous avez parlé des investissements qu'il faudrait faire (dans le nucléaire, dans l'industrie, etc.), ce qui demandera de nombreux milliards. Faut-il créer une caisse supplémentaire, c'est-à-dire prélever de l'impôt ou faire des baisses de

dépenses massives ? Mais où ? Il faut aussi baisser les impôts pour certaines économies qui en ont besoin.

PHILIPPE AGHION

J'étais dans le Comité action publique 2022 (CAP 22) qui a été un échec. C'était vraiment une armée mexicaine. Nous étions 40 (économistes, cadres du secteur public et privé, élus) et Bercy pilotait. C'est exactement ce qu'il ne fallait pas faire.

Quand ils ont fait une réforme de l'État, les Suédois ont mis le dossier dans les mains de trois ou quatre personnes, lesquelles ont produit un rapport décapant qui a conduit à « agenciser » beaucoup de choses et à transformer l'État en profondeur. Je n'érige pas la Suède en modèle de ce qu'il faut faire mais disons que leur méthode était plus décapante.

La réforme de l'État est à repenser.

Des réformes doivent viser à réduire les dépenses récurrentes et augmenter le taux d'activité. C'est une question de crédibilité. Il faut à cette fin faire des investissements de croissance. En augmentant le taux de croissance l'État augmente sa capacité à rembourser sa dette à long terme. C'est l'approche Blanchard pour qui ce qui compte est l'écart entre le taux d'intérêt (r) que le gouvernement verse à ses emprunteurs et le taux de croissance nominal (g) de l'économie. Si le taux de croissance est supérieur au coût de l'emprunt public, on est crédible. D'où la nécessité de faire des investissements de croissance. Cela donne une certaine marge (le gouvernement peut reconduire sa dette, voire se permettre un léger déficit primaire tout en voyant son ratio dette publique sur PIB décliner sans avoir eu à augmenter ses impôts). Mais cette politique d'investissements de croissance n'est pas moins exigeante car elle soumet à des critères de gouvernance et d'évaluation qui n'existaient pas jusque-là. C'est cette approche tout à fait révolutionnaire que je tente d'imposer. En effet, si nous voulons faire 100 milliards d'économies nous ne pourrons même plus financer la transition énergétique et nous laisserons aux générations futures une dette à la fois monétaire et environnementale. Nous devons donc regarder les deux dettes en parallèle, la dette environnementale et la dette monétaire.

La réforme de l'État (un sujet qui m'a passionnée), qui a connu plusieurs vagues, est généralement mal pensée. En effet, on en a généralement une vision extrêmement restrictive selon laquelle il est nécessaire de supprimer des fonctionnaires sans même s'être interrogé sur l'utilité des différentes fonctions, ce qui serait la première des choses.

La première des réformes de l'État voudrait selon moi que l'on s'attaque à la bureaucratie, un véritable mal de notre administration ... que je crois connaître un peu.

J'ajouterai que l'on confond souvent la bureaucratie avec la centralisation. Contrairement aux apparences, les indicateurs montrent que la France n'est pas un État très centralisé en termes de compétences rapportées aux ressources financières des collectivités (l'État le plus centralisé d'Europe est le Royaume-Uni). Ce sont des études objectives. Ce sont des chiffres et des réalités.

Réduire la bureaucratie en France – avant toute autre réforme – relèverait d'une réforme qualitative de l'État. Par exemple, au lieu d'avoir quatre administrations qui s'occupent de la même chose, je préconise de désigner un chef de file administratif qui aurait obligation de répondre dans un certain délai. Ce sont des choses de bon sens que nous pourrions être amenés à faire à une assez vaste échelle.

Quant à la réforme par les agences, c'est une catastrophe. J'ai siégé à l'ONU au comité d'experts en administration publique dans ces années-là. On cite en exemple le Canada qui a transformé un certain nombre de missions administratives en agences, comme l'a fait le Royaume-Uni ... qui en est revenu d'ailleurs, réembauchant beaucoup de fonctionnaires qu'il avait extériorisés dans les agences. Les Canadiens se sont à un certain moment trouvés pris dans de telles affaires de corruption liées au fonctionnement de ces agences qu'eux-mêmes sont revenus sur cette réforme.

Soyons donc prudents au moment de toucher aux structures.

Il ne faut pas renoncer à une réforme de l'État. Elle est nécessaire. Mais les exemples étrangers, « les exemples vivants sont d'un autre pouvoir »... Regarder les exemples étrangers c'est aussi se garder des idéologies qui ont été très énergiquement vendues, ce « *new public management* » que les Britanniques et les Néo-Zélandais à une époque ont tenté non sans succès de propager ans le

monde jusqu'au moment où on s'est rendu compte que l'offre était plus belle que la marchandise.

DANS LA SALLE

Ma question porte sur un point dont je ne sais pas si c'est un point de détail ou s'il appelle des développements. J'apprends que les Français ont du mal à fabriquer un EPR. Je lis que les Chinois en ont fabriqué deux. Qu'est-ce qui empêche les Français de demander un coup de main aux Chinois pour terminer l'EPR ?

LOUIS GALLOIS

L'EPR chinois n'est pas tout à fait l'EPR français. Les Chinois ont été capables d'opérer un certain nombre de simplifications que nous n'avons pas opérées parce que l'EPR français est parti sur une double base Framatome-Siemens. Il faut se rappeler qu'au départ Siemens était partie prenante dans Flamanville. Il n'en reste pas moins que plusieurs rapports, notamment le rapport Folz⁹, ont montré qu'il y avait eu des défauts d'organisation du programme. Il s'agit en effet davantage de défauts d'organisation et de gestion du programme que de défauts de compétences. Ceci étant dit, certaines compétences ont manqué à Flamanville. On a cité la soudure et le contrôle qualité.

Je suis d'accord avec vous, on peut recourir à ceux qui sont compétents. Je signale qu'il y a à Flamanville des soudeurs américains. On fait donc appel à de l'expertise : Flamanville est d'ailleurs une tour de Babel, ce qui pose un problème sérieux ... c'est qu'il n'y a pas trois personnes qui parlent la même langue !

Je pense que sur le nucléaire la France ne doit pas faire cavalier seul. Il y a dix pays en Europe qui veulent faire du nucléaire. Ils ne sont pas tous manchots. Ensemble, au-delà du *lobbying* à Bruxelles, des positions à prendre au Conseil

⁹ Ce rapport commandé à l'instigation du ministre Bruno Lemaire par le président directeur général d'EDF à Jean-Martin Folz, personnalité reconnue du monde industriel (il a été jusqu'à sa retraite président directeur général du groupe PSA Peugeot Citroën et est encore aujourd'hui président du conseil d'administration d'Eutelsat) avait pour finalité d'analyser les causes des dérives de coût et de délai du réacteur de 3ème génération en cours de construction à Flamanville.

européen, où il faut que nous affirmions ce bloc pronucléaire, il y a aussi des choses à faire ensemble ou au moins de manière coordonnée en termes de formation des compétences des salariés, de recherche sur la quatrième génération (réacteurs à neutrons rapides, le SMR, etc.). Travailler avec d'autres pays qui sont intéressés par le nucléaire et qui ont des compétences serait très utiles.

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL

Merci beaucoup.

Nous allons conclure.

Ce colloque –peut-être cela donne-t-il raison à François Lenglet – se tient à un moment de tournant, de basculement. Encore faut-il bien mesurer les contraintes qui sont les nôtres, vous les avez l'un et l'autre évoquées, avant de regarder les pistes possibles. En très gros, si François Lenglet a raison en parlant du retour du politique, cela se traduit dans un pays comme le nôtre par le retour de l'État. Nous avons évoqué le rôle de l'État initiateur en recherche-éducation, le rôle de l'État incitateur en matière d'innovation, le rôle de l'État planificateur.

Le seul que nous n'ayons pas évoqué, le réservant pour un prochain colloque sur les enjeux énergétiques, est l'État propriétaire d'entreprises comme EDF par exemple.

Je vous remercie et je remercie infiniment les deux intervenants.

PUBLICATIONS RÉCENTES

LA RÉPUBLIQUE ET SES RÉGIONS

Colloque du mardi 6 décembre 2022

TABLE RONDE AUTOUR DES IDÉES DE FRANCIS FUKUYAMA ET DE SAMUEL HUNTINGTON

Séminaire du mardi 25 octobre 2022

LA GUERRE D'UKRAINE ET L'ORDRE DU MONDE

Colloque du mardi 27 septembre 2022

LA RÉPUBLIQUE FACE À LA DÉCONSTRUCTION

Colloque du mardi 8 mars 2022

FRANCE-ALLEMAGNE : CONVERGENCES ET DIVERGENCES DES INTÉRÊTS FONDAMENTAUX À LONG TERME

Colloque du mardi 15 février 2022

LA DETTE

Séminaire du jeudi 20 janvier 2022

LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DE LA FRANCE DANS LES DEUX DERNIÈRES DÉCENNIES : BILAN ET PERSPECTIVES

Colloque du mardi 7 décembre 2021

ÉCOLOGIE ET PROGRÈS

Colloque du mercredi 24 novembre 2021

LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE, UN ENJEU POUR DEMAIN

Colloque du jeudi 21 octobre 2021

QUELLES INSTITUTIONS POUR DEMAIN ?

Colloque du mercredi 22 septembre 2021

**LA FORMATION DES PROFESSEURS DES ÉCOLES, UN ENJEU MAJEUR
POUR LE XXI^E SIÈCLE**

Colloque du mercredi 19 mai 2021

**COMMENT PENSER LA RECONQUÊTE DE NOTRE INDÉPENDANCE
INDUSTRIELLE ET TECHNOLOGIQUE ?**

Colloque du mardi 13 avril 2021

**ÉTATS-UNIS : CRISE DE LA DÉMOCRATIE ET AVENIR DU
« LEADERSHIP » AMÉRICAIN**

Colloque du mardi 9 mars 2021

L'ALLEMAGNE ET LA CONSTRUCTION DE LA STABILITÉ EUROPÉENNE

Colloque du mercredi 10 février 2021

ENSEIGNER LA RÉPUBLIQUE

Séminaire du mercredi 20 janvier 2021

LA POLITIQUE DE RECHERCHE, ENJEU POUR L'AVENIR

Colloque du jeudi 26 novembre 2020

LA CHINE DANS LE MONDE

Colloque du mardi 17 novembre 2020

LE RETOUR DE L'ÉTAT, POURQUOI FAIRE ?

Séminaire du mardi 6 octobre 2020

**DE L'ARRÊT DU TRIBUNAL CONSTITUTIONNEL DE KARLSRUHE DU
5 MAI 2020 À LA RELANCE BUDGÉTAIRE ET MONÉTAIRE : LES CHEMINS
D'UN LEADERSHIP EUROPÉEN ?**

Séminaire du mardi 22 septembre 2020

**L'AVENIR DE L'INDE, ENTRE INTÉRÊT NATIONAL ET ASPIRATIONS
RÉGIONALES ET MONDIALES**

Séminaire du mercredi 9 septembre 2020

**ISLAMISME (ISLAM POLITIQUE) ET DÉMOCRATIE DANS LE MONDE
MUSULMAN : QUELLE(S) GRILLE(S) DE LECTURE ?**

Colloque du mercredi 4 mars 2020

**IRAN, ÉTATS-UNIS, OÙ LA CRISE AU MOYEN-ORIENT NOUS
CONDUIT-ELLE ?**

Colloque du mercredi 5 février 2020

QUELLE RECOMPOSITION POLITIQUE POUR LA FRANCE ?

Colloque du mardi 3 décembre 2019

QUELLE RECOMPOSITION GÉOPOLITIQUE DU CAPITALISME ?

Colloque du mardi 5 novembre 2019

**L'IMPACT DES TECHNOLOGIES NUMÉRIQUES SUR LE TRAVAIL ET
L'EMPLOI**

Colloque du mardi 24 septembre 2019

**IMMIGRATION ET INTÉGRATION – TABLE RONDE AUTOUR DE
PIERRE BROCHAND**

Séminaire du mardi 2 juillet 2019

DÉFIS ÉNERGÉTIQUES ET POLITIQUE EUROPÉENNE

Colloque du mardi 18 juin 2019

L'EURO VINGT ANS APRÈS, BILAN ET PERSPECTIVES

Colloque du lundi 6 mai 2019

LA SOUVERAINETÉ EUROPÉENNE, QU'EST-CE À DIRE ?

Colloque du mardi 16 avril 2019

**LA BAISSÉ DE LA NATALITÉ ET LES PERSPECTIVES DE LA
DÉMOGRAPHIE FRANÇAISE**

Séminaire du mardi 2 avril 2019

NOTES, ÉTUDES ET ENTRETIENS :

Parues récemment :

- Conversation entre **Marie-Françoise Bechtel et Stéphane Rozès**, à partir de son dernier ouvrage *Chaos. Essai sur l'imaginaire des peuples* (Le Cerfs, 2022), « **Réparer les imaginaires nationaux** », mai 2023.
- **Benjamin Morel**, président du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, « **Enquête sur le rapport des Français à l'Histoire, à l'Armée et à l'Europe** », enquête du laboratoire d'études de l'opinion « Cluster 17 » réalisée en partenariat avec la Fondation Res Publica, novembre 2022.
- **Matthieu Lahaye**, spécialiste des questions éducatives et membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, « **Remettre l'École au cœur de la République** », mars 2022.
- **Alexey Rutkevich**, professeur de philosophie, directeur scientifique de la faculté des sciences humaines à l'École des hautes études en sciences humaines (HSE) de Moscou, « **Déconstruction, *cancel culture*, wokisme : entretien sur l'expansion géographique et civilisationnelle de la « *French Theory*»** », mars 2022.
- **Jean-Éric Schoettl**, conseiller d'État (h), secrétaire général du Conseil constitutionnel de 1997 à 2000, membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, « **La notion européenne d'État de droit et les souverainetés nationales** », février 2022.
- **Sylvain Hercberg**, ancien cadre d'EDF, membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, auteur de *Sur le système électrique en France* (l'Harmattan, 2019), « **Le programme de la nouvelle coalition allemande en matière énergétique : enjeux et perspectives** », janvier 2022.
- **Marie-Françoise Bechtel**, présidente de la Fondation Res Publica, et **Benjamin Morel**, président du Conseil scientifique, « **Une V^e République rénovée – Les propositions de la Fondation Res Publica** », janvier 2022.
- **Joachim Sarfati**, « **L'Europe de l'armement, vecteur de puissance ou braderie des moyens de notre indépendance** », septembre 2021.
- **Baptiste Petitjean**, ancien directeur de la Fondation Res Publica, « **Allemagne, un sursaut inattendu** », juin 2020.

NOTES DE LECTURE :

Parues récemment :

- « **Défense et illustration des valeurs de la République : deux contributions précieuses** », note de lecture croisée sur les ouvrages de Jean-Érich Schoettl, *La démocratie au péril des prétoires : de l'État de droit au gouvernement des juges* (Gallimard, le Débat, 2022) et de Benjamin Morel, *La France en miettes : Régionalismes, l'autre séparatisme* (Le Cerf, 2022) par Marie-Françoise Bechtel, présidente de la Fondation Res Publica.
- « **L'imaginaire des peuples, du déni au chaos ?** », note de lecture de l'ouvrage de Stéphane Rozès, *Chaos. Essai sur l'imaginaire des peuples* (Le Cerf, 2022), par Marie-Françoise Bechtel.
- « **Vendre la guerre : Le complexe militaro-intellectuel** », note de lecture de l'ouvrage de Pierre Conesa, *Vendre la guerre : Le complexe militaro-intellectuel* (L'Aube, 2022), par Erwan le Brasidec.
- « **La désindustrialisation de la France** », note de lecture de l'ouvrage de Nicolas Dufourcq, *La désindustrialisation de la France* (Odile Jacob, 2022), par Alexandre Benoit.
- « **Climat, énergie, décarbonation : Quel plan de transformation de l'économie française ?** », note de lecture de l'ouvrage du *Shift Project (avant-propos de Jean-Marc Jancovici) Climat, crises : Le Plan de transformation de l'économie française* (Odile Jacob, 2022), par Erwan Le Brasidec.
- « **L'autonomie des établissements scolaires, un remède à la crise de notre système éducatif ?** », note de lecture de l'ouvrage de Monique Canto-Sperber *Une école qui peut mieux faire* (Albin Michel, 2022), par Souâd Ayada, correspondante de l'Académie des sciences morales et politiques, ancienne présidente du Conseil supérieur des programmes.
- « **Laïcité, un principe** », note de lecture de l'ouvrage d'Éric Anceau *Laïcité un principe* (Passés composés, 2022), par Jules Vidal.
- « **Le nucléaire civil, une industrie d'avenir** », note de lecture de l'ouvrage de Cédric Lewandowski, *Le Nucléaire* (Que sais-je ? 2021), par Guillaume Servant.

SOUTENEZ LA FONDATION RES PUBLICA !

Pour nourrir sa réflexion et conduire sa mission d'irrigation du débat intellectuel et d'aide à la décision publique, la Fondation Res Publica a besoin du soutien des entreprises et des particuliers. Leur aide est particulièrement précieuse dans un contexte de réduction de l'aide que la Fondation perçoit de l'État, en raison de restrictions budgétaires de plus en plus fortes.

La Fondation étant reconnue d'utilité publique par décret du 30 décembre 2005, les versements que vous lui accorderez-vous feront bénéficier d'un avantage fiscal conséquent.

Pour les particuliers :

Impôt sur le revenu (IR) : la loi de finances permet **une déduction de l'impôt sur le revenu de 66 % du montant de vos dons** dans la limite de 20 % du revenu imposable.

Dans le cas d'un don de 1000 euros, vous pouvez déduire 660 euros de votre impôt sur le revenu.

Pour les entreprises, les organismes et les associations :

Impôt sur les sociétés (IS) : la loi de finances permet une déduction de vos dons de l'impôt sur les sociétés (ou IR pour les sociétés de personne), **à hauteur de 60 %**, dans la limite de 0,5 % du chiffre d'affaires HT (report possible durant 5 ans).

Dans le cas d'un don de 10 000 euros, vous pourrez déduire 6 000 euros d'impôt. Votre contribution aura réellement coûté 4 000 euros à votre entreprise.

Un don supérieur ou égal à 200 euros vous permettra par ailleurs de recevoir à votre adresse les « Cahiers » de la Fondation Res Publica.

Avec tous mes remerciements,

Jean-Pierre Chevènement

Contact : +33 (0)1 45 50 39 50 ; fondationrespublica@gmail.com ou benjelloun@fondation-res-publica.org

FONDATION RES PUBLICA

52, rue de Bourgogne

75 007 Paris

☎ 01.45.50.39.50

fondationrespublica@gmail.com

Achévé
d'imprimer
en juin 2023